



**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr. LIMITEE

**E/ECA/ACGD/CWD.IIB/2003/8
Novembre 2003**

**FRANCAIS
Original: ANGLAIS**

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

CENTRE AFRICAIN POUR LE GENRE ET LE DÉVELOPPEMENT

Réunion du Bureau du Comité «Femmes et développement»

**16-17 septembre 2003
Addis-Abeba (Éthiopie)**

**Rapport final de la réunion du Bureau du Comité
«Femmes et développement»**

Table des matières

	<u>Page</u>
A. INTRODUCTION	1
Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion	1
o Observations liminaires de la Présidente du Bureau du Comité	
o Observations liminaires du Représentant de la CEA	
Point 2 de l'ordre du jour : Présentation du Bureau	2
Point 3 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail	2
Point 4 de l'ordre du jour : Examen des candidatures d'ONG et d'experts proposés au Comité (2003-2004)	3
Point 5 de l'ordre du jour : Adoption de la liste finale des membres du Comité (2003-2004)	3
Point 6 de l'ordre du jour : Présentation du rapport d'activités sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA)	4
Point 7 de l'ordre du jour : Intégration de l'approche genre dans les activités de l'Union africaine	5
Point 8 de l'ordre du jour : Présentation du processus préparatoire de l'évaluation décennale africaine de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action du Beijing	6
Point 9 de l'ordre du jour : Débat sur le processus préparatoire de l'évaluation décennale africaine de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action du Beijing	7
Point 10 de l'ordre du jour : Questions diverses	8
Point 11 de l'ordre du jour : Adoption du rapport	9
Point 12 de l'ordre du jour : Clôture de la réunion	10
 B. ANNEXES	
Annexe 1 : Recommandations du Bureau du Comité «Femmes et développement»	12
Annexe 2 : Liste des participants	14
Annexe 3 : Discours de Madame le Ministre burundais de l'action sociale	17
Annexe 4 : Examen de la liste des organisations non gouvernementales (ONG)	19
Annexe 5 : Liste des membres siégeant au Comité «Femmes et développement» (2002-2004)	24
Annexe 6 : Mesurer et présenter les inégalités entre les sexes : l'Indice de développement	26
Annexe 7 : Le processus d'examen et d'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing en Afrique	34
Annexe 8 : Discours de Madame Marie Gorethi, Ministre burundais de l'action sociale	42
Annexe 9 : Liste des participants	44
Annexe 10 : Genèse de la composition du Comité	49
Annexe 11 : Modalités de renouvellement du Comité «Femmes et développement»	51

A. Introduction

1 La Réunion du nouveau Bureau du Comité «Femmes et développement» (CFD) s'est tenue à Addis-Abeba (Éthiopie), au Centre de conférence des Nations Unies du 16 au 17 septembre 2003. Ont participé à cette réunion les membres suivants : Égypte (Président), Burundi (Premier Vice-Président), Ghana (Deuxième Vice-Président) et Lesotho (Premier Rapporteur).

2 Les autres membres *ès* qualités du Bureau sont le Congo en sa qualité de Président de la Sixième Conférence régionale africaine sur les femmes, le Mozambique en tant que Président en exercice du Sommet de l'Union africaine, l'Afrique du Sud en tant que Président sortant du Sommet de l'Union africaine et l'Union africaine en tant qu'observateur.

3 Des organisations internationales y étaient également représentées, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), HABITAT, la FAO, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation internationale des migrations (OIM) et le Fonds de développement des femmes africaines (FDFA).

4 La réunion du CFD, qui s'est tenue à Johannesburg, a recommandé que le Bureau du CFD se réunisse en 2003 pour examiner trois points importants :

- L'examen et l'adoption de la liste des ONG et des experts proposés au CFD pour la période 2003-2004
- L'examen du processus préparatoire de l'évaluation décennale de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing,
- L'étude du rapport d'activités sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA)

5 La réunion du Bureau CFD a été présidée par le Premier Vice-Président, Mme Marie Gorethi Nduwimana, Ministre du Burundi, en l'absence du Président du Bureau, le Ministre Égyptien de la condition féminine.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR: Ouverture de la réunion

6 Dans son allocution d'ouverture, Mme Joséphine Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour le genre et le développement (CAGED) a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion du Bureau au nom de M. K. Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

7 Mme Ouédraogo a rappelé le mandat du Comité et a précisé que la réunion de son Bureau venait suite à la recommandation de la réunion tenue par le CFD en octobre 2002 à Johannesburg, en vue d'examiner les questions restées suspendues depuis.

8 Mme Ouédraogo a rappelé aux délégués que le processus préparatoire de l'évaluation décennale de Dakar et de Beijing avait bel et bien commencé. Elle a ensuite présenté les trois points principaux figurant à l'ordre du jour de la Réunion :

- La discussion du processus préparatoire de l'évaluation décennale de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing,
- L'examen et l'adoption de la liste des ONG et des experts proposés au CFD pour la période 2003-2004;

- La présentation du rapport d'activités sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA)

9 Le Président de la Réunion a remercié les Ministres présents pour avoir trouvé le temps d'assister à cette réunion. Elle a ensuite demandé aux participants d'observer une minute de silence à la mémoire de Mme Rachel Simbabwe, Secrétaire générale du Ministère des affaires féminines du Zimbabwe, décédée en mars 2003.

10 Le Ministre a ensuite salué la désignation lors du Sommet de Maputo, de cinq femmes commissaires au sein de l'Union africaine.

11 Dans son allocution d'ouverture, le Président de la Réunion a souligné les principaux défis auxquels le continent africain faisait face aujourd'hui, notamment le VIH/sida, la violence contre les femmes et les enfants, la violence sexuelle, la pauvreté, la santé et la scolarisation des femmes. Le Président a aussi évoqué le rôle que pouvait jouer l'Union africaine pour renforcer la présence et la compétitivité des femmes dans le commerce et promouvoir leurs droits à travers l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il a aussi souligné combien il importait de donner la priorité à l'amélioration de la condition des femmes dans tous les secteurs.

12 Le Président du Bureau du CFD a ensuite déclaré la réunion ouverte.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR: Présentation du Bureau

13 Le Président du Bureau du Comité a donné lecture de la composition du Bureau:

- | | | |
|------------------|---|--|
| • Egypte | - | Président |
| • Burundi | - | Premier Vice-Président |
| • Ghana | - | Deuxième Vice-Président |
| • Lesotho | - | Premier Rapporteur |
| • Gabon | - | Deuxième Rapporteur |
| • Congo | - | Président de la sixième Conférence régionale sur les femmes (membre ès qualités) |
| • Mozambique | - | Président en exercice du Sommet de l'UA (membre ès qualités) |
| • Afrique du Sud | - | Président sortant du Sommet de l'UA (membre ès qualités) |

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR: Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

14 Les principaux points (qui sont détaillés dans le paragraphe 15 ci-dessous) ont été présentés et adoptés par le Bureau qui a aussi accepté que soit ajoutée à l'ordre du jour la présentation des rapports de certains organismes spécialisés des Nations Unies présents à la réunion en qualité d'observateur.

15 Après inclusion de ces amendements, l'ordre du jour a été adopté comme suit:

- i) Examen des candidatures d'ONG, d'organisations spécialisées et d'experts proposés au CFD (2003-2004),
- ii) Adoption de la liste finale des ONG, des organisations spécialisées et des experts proposés au CFD (2003-2004),
- iii) Présentation du rapport d'activités sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique IDISA,

- iv) Intégration de l'approche genre dans les activités de l'Union africaine,
- v) Présentation du processus préparatoire de l'évaluation décennale africaine de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing,
- vi) Débat sur le processus préparatoire de l'évaluation décennale africaine de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing,
- vii) Questions diverses,
- viii) Adoption de la synthèse du Rapport de la Réunion du Bureau du CFD

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR: Examen des candidatures d'ONG, d'organisations spécialisées et d'experts proposés au Comité (2003-2004)

16 Ce point de l'ordre du jour a été présenté par Mme Joséphine Ouédraogo, Directrice du CAGED qui a donné un bref aperçu sur le mandat du Comité et sur les modalités d'élection de ses membres

17 Le CFD a-t-elle rappelé, est renouvelé tous les deux ans conformément aux modalités examinées et approuvées par le Comité. Mme Ouédraogo a rappelé qu'à la réunion du CFD tenue à Johannesburg en octobre 2002 aucune liste d'ONG, d'organisations spécialisées et d'experts proposés au Comité pour la période 2003-2004 n'a été soumise à l'examen et à l'approbation du Comité. Le Comité, réuni alors, a adopté un ensemble de critères présidant au choix de ces membres et a demandé à la CEA d'en faire la sélection sur cette base, avant d'en proposer la liste au Bureau du CFD qui l'examinera en 2003.

18 Mme Ouédraogo a mis en relief les efforts déployés par la CEA pour identifier et sélectionner les ONG et les experts éligibles. Elle s'est aussi félicitée de l'appui apporté par les Bureaux nationaux du PNUD dans le processus de sélection.

19 Les membres du Bureau ont tenu à féliciter la CEA/CAGED du succès avec lequel le processus de sélection a été mené et ont souligné la nécessité d'associer des ONG féminines représentatives et des experts compétents aux activités du CFD. Le Bureau a aussi recommandé que le CAGED mette en place, à l'intention des membres du Comité, une base de données englobant toutes les ONG et les experts impliqués dans les questions de genre.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR: Adoption de la liste finale des membres du Comité (2003-2004)

20 Le Bureau adopté à l'unanimité la liste des ONG, des organisations spécialisées et des experts sélectionnés pour siéger au CFD pendant la période 2003-2004 comme suit

- a) Organisations non-gouvernementales nationales
 - i) **Afrique du Nord** : Association SOS femmes en détresse
 - ii) **Afrique de l'Ouest** : Association PAGLAYIRI du Burkina Faso
 - iii) **Afrique centrale** : Ligue pour l'éducation de la femme et de l'enfant
 - iv) **Afrique de l'Est** : Ugandan Women Entrepreneurs Association
 - v) **Afrique australe**: Zimbabwe Women's Resource Centre and Network
- b) Organisations non gouvernementales sous-régionales
 - i) **Afrique du Nord** : Collectif 95 Maghreb égalité
 - ii) **Afrique de l'Ouest** : Réseau de communication, d'information et de formation des femmes (RECIF)

- iii) **Afrique centrale** : Réseau des femmes d'Afrique centrale (RESEFAC)
 - iv) **Afrique de l'Est**: Eastern African Sub-regional Support Initiative for the Advancement of Women (EASSI)
 - v) **Afrique australe**: Southern Africa Research and Documentation Centre (SARDC) – Women in Development
- c) Organisations non-gouvernementales régionales
- i) Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication (FEMNET)
 - ii) Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AWORD)
 - iii) Organisation panafricaine des femmes (PAWO)
- d) Organisations spécialisées
- i) Association des professionnelles africaines de la communication (APAC)
 - ii) IPAS Africa Alliance for Women's Reproductive Health and Rights
 - iii) Fonds de développement pour les femmes africaines (AWDF)
 - iv) Comité inter-africain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants en Afrique (CI-AF)
 - v) African Gender and Trade Network (GENTA)
- e) Experts
- i) **Afrique du Nord** M Said Saâdi
 - ii) **Afrique de l'Ouest** Mme Thèrese Keita
 - iii) **Afrique centrale** Dr Margaret Ebai Likaowo Niger – Thomas Agbaw
 - iv) **Afrique de l'Est** Dr Sylvia Tamale
 - v) **Afrique australe** Mme Angela Melo

21 Tous ces membres seront informés de la décision du Bureau

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR: Présentation du rapport intérimaire sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA)

22 Mme Thokozile Ruzvidzo, Économiste principal au CAGED, a présenté le rapport intérimaire sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA). La CEA avait déjà présenté l'Indicateur au Comité «Femmes et développement» lors d'une réunion tenue à Johannesburg en 2002. Dans sa présentation, Madame Ruzvidzo a rappelé au Bureau que l'Indicateur visait essentiellement à mesurer l'égalité et l'équité entre les sexes, ainsi que le renforcement du pouvoir des femmes et leur promotion. Elle a ensuite résumé le processus et la méthode d'élaboration de l'Indicateur et noté que ce dernier faisait l'objet d'essais pilotes dans 13 pays africains couvrant les cinq sous-régions (Tunisie, Egypte, Gabon, Ghana, Burkina Faso, Cameroun, Bénin, Éthiopie, Ouganda, Tanzanie, Afrique du sud, Mozambique et Madagascar, représentant les Etats insulaires). Les conclusions de ces essais seront publiées dans le rapport sur les femmes en Afrique, 2002/2003, publication phare de la CEA, et informeront également les parties prenantes aux processus régionaux et mondiaux de la situation et de la condition de la femme en Afrique.

23 Mme Ruzvidzo a décrit l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique, qui comporte deux composantes, à savoir l'Indice de la condition de la femme (ICF) et le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique (TPFA). L'Indice de la condition de la femme et le Tableau de bord permettront une mesure quantitative et qualitative des performances des gouvernements africains en matière de lutte contre les inégalités entre les sexes et de renforcement du pouvoir des femmes en Afrique.

24 Le processus avait pris du retard pour un certain nombre de raisons, en particulier l'insuffisance des ressources financières et le temps mis pour l'élaboration et l'organisation d'essais pilotes selon une approche participative. Le Bureau a été informé qu'en dépit de ces contraintes, la formation des Instituts de recherche concernés et la collecte des données nécessaires à l'élaboration de l'Indicateur avaient démarré dans huit pays.

25 En conclusion, Madame Ruzvidzo a remercié les différentes parties impliquées dans la préparation de IDISA, notamment les Gouvernements suédois et norvégien, l'ONG néerlandaise HIVOS, l'Organisation internationale de la francophonie et l'ambassade des Pays-Bas en Éthiopie, qui avaient appuyé la réalisation des différentes composantes de l'Indicateur.

26 Durant la discussion qui a suivi l'exposé de Mme Ruzvidzo, les délégués au Bureau ont félicité la CEA pour l'élaboration de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique, qui s'inscrivait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

27 Le Bureau a remarqué que puisque l'Indice utilisait essentiellement des sources de données primaires, il reflètera ainsi les spécificités de chaque État membre dans les notes détaillées qui accompagneront l'ICF et le TPFA. Il a également souligné l'importance de cet Indice qui constitue un outil viable qui pourrait être utilisé dans les actions de plaidoyer en faveur de mesures spécifiques concernant l'équité entre les sexes, notamment l'adoption de budgets destinés à renforcer la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes.

28 Durant la discussion, il a été recommandé que l'évaluation des performances des États membres au moyen de l'Indicateur s'appuie sur un système de notation précis et encourageant. Le Bureau a prié instamment le Secrétariat du NEPAD de veiller à ce que l'Indicateur soit incorporé dans le Mécanisme d'examen par les pairs.

29 En réponse à certaines questions, la CEA a assuré les délégués que les recommandations du Bureau et les résultats des essais sur le terrain seront pris en compte pour améliorer l'Indicateur. Le Bureau a été informé que l'Indicateur sera adopté officiellement durant la septième Conférence régionale africaine sur les femmes.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR: Intégration de l'approche genre au sein de l'Union africaine

30 Mme Yetunde Teriba, Attachée de recherche et de communication sur le genre et le développement, a présenté le rapport de l'Union africaine (UA). Elle a d'abord souligné que la façon la plus intéressante, pour l'UA, de se distinguer radicalement de l'OUA, serait de traiter différemment les questions se rapportant au genre. L'article 4 de l'Acte constitutif de l'Union africaine stipule expressément que dans son fonctionnement, l'UA se conformera aux exigences de la promotion de l'égalité entre les sexes, ce qui érige celle-ci comme un des objectifs de l'Union. Elle a ensuite informé le Bureau du Comité que les questions relatives au genre concernaient tous les portefeuilles de la Commission de l'Union. Les statuts avaient institué un mécanisme interne de promotion de l'égalité entre les sexes au rang le plus élevé de l'organisation politique et administrative de la Commission. Un groupe spécial serait créé au sein du Bureau du Président de l'Union africaine en vue de coordonner toutes les activités et tous les programmes de la Commission concernant les questions de genre.

31 La création de la Direction des femmes, du genre et du développement au niveau le plus élevé du mécanisme décisionnel de la Commission permettra de veiller au respect des exigences de la promotion de l'égalité entre les sexes par l'ensemble des Directions, Divisions et Groupes de la Commission et par les autres organes de l'UA.

32 Dans le souci de veiller à ce que les considérations concernant le genre soient prises en compte dans tous les groupes de travail de l'UA, le Président a créé une Équipe spéciale qui assurera la liaison avec tous les groupes de travail et leur fournira un appui technique, après avoir organisé, à l'intention des directeurs de programme de la Commission, un court programme de sensibilisation et de formation aux questions de genre

33 Dans le cadre de cette activité, la Direction des femmes, du genre et du développement met l'accent sur les partenariats, tant au niveau interne, au sein de la Commission, qu'au niveau externe, avec d'autres parties intéressées

Point 8 de l'ordre du jour: Présentation du Processus préparatoire de l'examen décennal de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing

34 Ce point de l'ordre du jour a été introduit par Madame Hannah Tiagha, Spécialiste des affaires sociales au CAGED chargée du Programme de suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre des Plate-formes africaine et mondiale. Elle a expliqué que ce processus comporterait quatre volets à savoir

- i) L'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing,
- ii) L'évaluation de la mise en œuvre du Programme de suivi et d'évaluation du Plan d'action africain dans 19 pays,
- iii) La mesure de l'égalité entre les sexes dans 13 pays au moyen de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (avec un compte rendu des résultats), et,
- iv) Les apports des organisations intergouvernementales sous-régionales et régionales ainsi que des ONG

35 L'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing serait axée, d'une part, sur les douze domaines critiques et sur les questions émergentes recensées lors du processus Beijing+5, qu'elles correspondent ou non à un domaine critique, et, d'autre part, sur les autres progrès enregistrés au cours de la décennie dans l'application des recommandations des conférences mondiales et régionales

36 Un questionnaire sera envoyé à tous les pays membres par la Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (New York) pour encadrer le processus d'évaluation. Les rapports nationaux d'évaluation devraient être finalisés et validés au niveau des pays à la fin du mois de janvier 2004 et envoyés aux Bureaux sous-régionaux de la CEA et à la Division de la promotion de la femme

37 Au niveau sous-régional, la CEA, par l'intermédiaire de ses Bureaux sous-régionaux, organisera, pour les experts, des réunions d'examen décennal entre avril et le début de mai 2004. Chaque pays sera représenté par des représentants de secteurs stratégiques tels que le ministère de la condition féminine et les ministères des finances, de la planification, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et de la santé

38 Les résultats des réunions sous-régionales seront présentés, pour approbation, aux comités intergouvernementaux d'experts de la CEA. Les rapports sous-régionaux feront l'objet d'un rapport régional de synthèse qui sera élaboré par la CEA et présenté, ainsi que les rapports des institutions sous-régionales et régionales et des ONG, à la septième Conférence régionale africaine sur les femmes qui aura lieu en novembre 2004. Le rapport régional sera accompagné des rapports des institutions intergouvernementales sous-régionales et régionales et des ONG. Cette Conférence se tiendra à un niveau

ministériel Les résultats de la septième Conférence régionale africaine seront finalisés et transmis à la Commission de la condition de la femme (New York) Ils constitueront l'un des documents techniques de la réunion que la Commission tiendra en 2005

39 Pour faciliter ce processus la CEA a proposé que le Bureau du Comité «Femmes et développement» recommande à la Commission de la condition de la femme d'accepter les résultats de la septième Conférence régionale africaine sur les femmes comme la contribution de l'Afrique à l'Évaluation décennale mondiale du Programme d'action de Beijing La CEA a aussi proposé que les ONG se préparent à organiser des réunions d'examen aux niveaux sous-régional et régional, ce qui permettrait de présenter leurs conclusions aux réunions intergouvernementales

40 La représentante du Fonds de développement pour les femmes africaines (AWDF), Mme Joanne Foster, a informé le Bureau qu'AWDF avait réservé des fonds pour la participation des ONG au processus d'examen décennal sous-régional et régional Elle a suggéré que la CEA organise une réunion de donateurs en vue de financer la participation des ONG de femmes africaines à Beijing + 10 Elle a aussi souligné que son organisation était disposée si besoin était, à apporter un appui technique à cette opération

Point 9 de l'ordre du jour: Débat sur le processus préparatoire de l'Évaluation décennale africaine de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing

41 Au cours de la discussion qui a suivi, Mme Jeanne Françoise Leckomba Loumeto, Vice-Ministre du Congo a indiqué que son pays se proposait d'accueillir la réunion sous-régionale gouvernementale pour l'Afrique centrale Le Bureau a approuvé cette proposition

42 Des éclaircissements ont été demandés en ce qui concerne le financement des réunions sous-régionales Le secrétariat a précisé que s'agissant de réunions intergouvernementales statutaires, chaque pays prendrait en charge le coût de participation de ses représentants, la CEA assurant, quant à elle, le financement de l'organisation logistique

43 Les participants se sont aussi inquiétés que les ONG soient réduites à organiser leurs propres réunions d'évaluation, sans partenariat avec la CEA Ils ont notamment fait part de leur inquiétude face à la possibilité que les plans des ONG s'effondrent pour des raisons financières ou faute de la participation de membres estimant ne pas être véritablement représentés par les organisateurs. D'autres participants ont redouté que l'invitation d'ONG sous-régionales membres du Comité à organiser des réunions ne soit perçue comme un diktat de la CEA ou de gouvernements Des éclaircissements ont été demandés en ce qui concerne le rôle le plus indiqué qui reviendrait aux ONG sous-régionales membres du Comité «Femmes et développement»

44 Les débats ont donné lieu à un consensus sur les questions suivantes

- Les ONG nationales choisiraient une ONG qui les représenterait au sein d'un comité sous-régional qui organiserait le forum sous-régional des ONG
- Les ONG sous-régionales qui sont membres du Comité «Femmes et développement» seront membres du comité d'organisation sous-régional,
- Le comité d'organisation sous-régional choisira ses responsables au cours de ce processus La CEA apportera son assistance au comité d'organisation pour la préparation des modalités de tenue du forum sous-régional,
- Après formation de tous les Comités sous-régionaux la CEA organisera la première réunion du Comité de coordination régional dans le but d'examiner les termes de référence et d'établir les objectifs de tout le processus et les ONG devant y participer

- La CEA présidera la première partie de la réunion qui servira à clarifier le rôle de chacun. Après quoi la CEA passera la présidence au président du Comité de coordination régional.
- Le Président convoquera au nom du Comité de coordination régionale toutes les réunions des ONG régionales devant suivre. La CEA sera co-président de toutes ces réunions, et devra à ce titre, se contenter d'apporter l'appui technique requis.

45 La CEA informera tous les États membres du cadre fixé par le Bureau du Comité «Femmes et développement» en ce qui concerne le processus préparatoire d'examen et d'évaluation de Beijing + 10 par les gouvernements et les ONG.

Point 10 de l'ordre du jour: Questions diverses

46 La représentante du PNUD, Mme Viola Morgan, Administrateur responsable du programme concernant le genre, a présenté un aperçu du Programme régional du PNUD pour le genre, qui a pour objet d'appuyer le Programme d'action de Beijing et la Plate-forme d'action africaine. Le Programme a été élaboré dans le contexte du deuxième Cadre de coopération régionale et fait suite au programme sur l'intégration et la promotion des femmes, l'accent étant mis sur la réduction de la pauvreté, la gouvernance, le VIH/sida, la mondialisation, ainsi que la prévention des conflits, la consolidation de la paix et les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

- Le Programme aura principalement pour objectif de promouvoir les politiques tenant compte du genre, de fournir des services consultatifs, d'encourager la coopération technique en vue de renforcer les capacités et de mener des activités de plaidoyer pour répondre aux besoins et aux aspirations des femmes africaines, en s'appuyant sur l'important réseau mondial de connaissances du PNUD.
- Le Programme continuera à mettre en œuvre les recommandations de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, des objectifs de l'Union africaine et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en particulier, en ce qui concerne la promotion des femmes et l'égalité entre les sexes.
- Pour exécuter le Projet régional, le PNUD s'emploiera à collaborer avec les gouvernements, les parlementaires, les ONG, le secteur privé, la société civile et d'autres organisations pour confirmer les principaux domaines de la collaboration prévue.
- Un atelier auquel participeront les différentes parties concernées sera organisé en novembre en vue de mettre ce programme en œuvre et de renforcer l'impact réel de ses différentes composantes.

47 Le représentant de la FAO, Mme Dina Templeman, Fonctionnaire principal chargée des questions de genre et développement, a fait une brève déclaration sur les principales activités entreprises pour appuyer la mise en œuvre, par les États membres, de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing.

- Appui aux ministères de l'agriculture afin d'élaborer une stratégie pour le genre et le développement agricole (GADS). Le GADS est un document d'orientation sectoriel préparé dans le cadre des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing qui met l'accent sur les contraintes auxquelles les femmes sont confrontées dans le secteur agricole. Il donne un aperçu des mesures requises.
- Introduction des outils d'analyse socio-économique et genre (SEAGA). un programme de formation en analyse socio-économique et genre fournit aux spécialistes du développement des outils et méthodes pratiques pour l'analyse socio-économique et genre.

- Production d'informations sexospécifiques concernant le secteur agricole les services du genre et de la statistique de la FAO aident les pays à faire un recensement agricole en vue de l'élaboration de questionnaires «sexués» et de manuels de formation Une amélioration essentielle est le fait que les données sont recueillies auprès des diverses entités des ménages permettant ainsi une analyse sexospécifique détaillée de la production agricole ,
- Recherches actuelles mettant en lumière le statut politique, économique et social des femmes rurales
 - « *Tendances dans la commercialisation des produits agricoles dans un contexte de mondialisation* »,
 - « *Systèmes de connaissances locales* »
 - « *Questions de régime foncier* »
- L'intervenante a invité les membres du Bureau à recommander les principales organisations travaillant avec les femmes dans le domaine de l'agriculture, qui pourraient être invitées à la conférence régionale africaine de la FAO qui aura lieu la première semaine de mars 2004

48 Au nom du Programme HABITAT, Mme Lucia Kiwala Directrice du Département genre, a lancé un appel aux participants à la réunion pour qu'à la faveur des préparatifs de Beijing + 10, ils tiennent compte des pauvres des zones rurales et urbaines, en particulier ceux qui vivent dans les bidonvilles et habitats spontanés La prolifération des taudis et de l'habitat spontané en Afrique a pour cause l'urbanisation rapide de la population En outre, l'accroissement rapide de la population urbaine engendre la pauvreté urbaine Lors de l'examen des lacunes du processus de Beijing, il avait été reconnu que la situation dramatique des habitants des bidonvilles n'avait pas été suffisamment prise en compte La présentatrice a recommandé que cette question soit examinée en priorité au cours de la décennie d'action pour les femmes qui s'ouvrira après Beijing +10 Le Bureau a approuvé cette recommandation

49 La Présidente a informé le Bureau, que le mandat des membres du Comité «Femmes et développement» étant d'une durée de deux ans, la composition du Bureau actuel, qui était en place depuis octobre 2002 devrait être renouvelée en octobre 2004 Elle a recommandé que le Comité se réunisse avant la septième Conférence régionale africaine sur les femmes Le Bureau a approuvé cette recommandation

50 La Présidente de la réunion du Bureau du Comité «Femmes et développement» a souligné l'importance d'une participation ministérielle effective aux réunions du Bureau Elle a regretté l'absence du ministre égyptien actuellement Président du Bureau

Point 11 de l'ordre du jour : Adoption du rapport

51 En tant que Premier rapporteur du Bureau, la représentante du Lesotho, Mme Matau Futho-Letsatsi Directrice du genre, a présenté un projet de synthèse des **Résultats de la réunion du Bureau du Comité «Femmes et développement»**.

52 Après des débats approfondis, le rapport de la réunion du Bureau du Comité a été adopté sous réserve d'y introduire les amendements

53 La Directrice du CAGED, Mme Ouédraogo, a souligné que le secrétariat avait pris note des amendements et que ceux-ci figureraient dans le rapport final qui sera transmis aux participants

Point 12 de l'ordre du jour: Clôture de la réunion

54 Dans sa déclaration de clôture, la Présidente du Bureau de la réunion, Mme Maria Gorethi Nduwimana, Ministre des affaires sociales et de la condition de la femme du Burundi, a remercié les

Ministres et la représentante de l'Union africaine qui ont participé à la réunion, le secrétariat de la CEA pour la bonne organisation de la réunion et les institutions des Nations Unies. Elle a exprimé le vœu que les ONG qui venaient d'entrer au Comité apporteraient leur contribution au processus de Beijing + 10 pour faire ressortir la spécificité de l'Afrique dans l'exercice d'examen et d'évaluation.

55 Elle a ensuite félicité le CAGED pour avoir pris l'initiative d'élaborer l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes (IDISA) et a souhaité que celui-ci figure au nombre des instruments du NEPAD et qu'il contribue à l'évaluation du travail des femmes, mais aussi qu'il serve d'instrument de plaidoyer en vue d'allouer davantage de ressources aux programmes de promotion de la femme. Elle a, en outre, fait ressortir l'importance de l'évaluation de l'incidence du Programme d'action de Beijing, des réalisations accomplies et des problèmes nouveaux qui sont apparus au cours des dix dernières années.

56 Si le processus d'évaluation décennale est apparemment complexe, il est aussi efficace. La Ministre s'est dite convaincue que la CEA donnera l'orientation en ce qui concerne les procédures et leur harmonisation et veillera au respect des échéances mondiales. Les conclusions de la septième Conférence régionale sur les femmes devront constituer la contribution de l'Afrique à l'évaluation internationale.

57 La Ministre a souhaité que l'Union africaine continue de donner à la question du genre toute sa place dans les activités qu'elle mène. Elle a aussi exprimé le vœu que les institutions des Nations Unies apportent un appui financier au processus d'évaluation. En conclusion, elle a remercié le Bureau pour sa participation active à la réussite de la réunion ainsi que le gouvernement et le peuple éthiopiens pour leur hospitalité.

58 La Présidente a ensuite déclaré la réunion close.

59 Mme Virgília Bernanda Neto Dos Santos Matabele, Ministre de la femme et de la coordination de l'action sociale du Mozambique, a remercié la Présidente du Bureau, Mme Maria Gorethi Nduwimana, pour sa remarquable conduite des travaux. Elle a ensuite demandé à la CEA de remercier le gouvernement éthiopien pour son hospitalité et a remercié la Directrice du CAGED pour l'action que mène la CEA dans le domaine de la promotion de la femme.

B. ANNEXES

Annexe 1: Résolutions de la réunion du Bureau du Comité «Femmes et développement»

Le Bureau du Comité «Femmes et développement», réuni les 16 et 17 septembre à Addis-Abeba pour étudier le processus préparatoire de l'Évaluation décennale de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing, dans le cadre de Beijing +10

- Considérant que les mécanismes nationaux en Afrique se sont développés en tant que structures institutionnelles, mais continuent de connaître des difficultés réelles quant au renforcement des capacités pour l'intégration de l'approche genre dans le développement, et la mise au point d'indicateurs servant à mesurer les progrès réalisés et leur impact sur le statut des femmes,
- Tenant compte du fait que la structure régionale chargée des questions de genre à la CEA, le CAGED, a été renforcée au cours de la décennie écoulée, et que ceci l'a rendue plus apte à aider les pays membres à faire le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans le domaine de l'autonomisation des femmes et la promotion de l'équité entre les sexes -en élaborant des outils tels que le programme de suivi et d'évaluation (PSE), l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) et les brochures nationales sur le genre,
- Considérant l'importance qu'accordent le NEPAD et la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération au développement mesurable qui démontre les progrès réalisés et ce, grâce à des indicateurs bien formulés sur les performances et l'impact obtenus,
- Tenant aussi en compte les Objectifs du millénaire concernant la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, et la nécessité d'en atteindre les buts en développant des outils et des indicateurs servant à mesurer les résultats atteints,
- Reconnaisant les initiatives prises par la Division de la promotion des femmes (DAW) en vue de renforcer les capacités des mécanismes nationaux genre et leur permettre ainsi de mieux promouvoir et coordonner l'intégration de l'aspect genre dans les politiques et programmes de développement,
- Rappelant la Résolution S-23/3 de l'Assemblée générale qui a adopté les actions ultérieures et initiatives visant à mettre en œuvre la Déclaration de Beijing et sa Plate-forme d'action,
- Rappelant aussi la Résolution S-23/2 de l'Assemblée générale relative à l'adoption de la Déclaration politique dans laquelle les gouvernements s'engagent à faire l'évaluation régulière de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, dans le but d'amener ainsi toutes les parties concernées à faire en 2005 l'évaluation des progrès atteints et étudier les nouvelles initiatives à prendre,

Fait les recommandations suivantes

- 1 La Commission sur les statuts des femmes est appelée à considérer le rapport de la septième Conférence régionale africaine sur les femmes prévue en novembre 2004 comme faisant partie des documents techniques officiels devant être discutés lors de sa session attendue en mars 2005,

- 2 Accorder une attention particulière lors des débats aux Outils élaborés par la CEA et utilisés par les pays membres pour évaluer les progrès réalisés dans quelques-uns des douze domaines prioritaires, et ce, dans le but d'échanger les expériences et les connaissances acquises, et coordonner /harmoniser les approches adoptées dans les mécanismes d'évaluation et de reddition des progrès effectués.
- 3 La Commission doit adopter les résultats de la septième Conférence régionale africaine sur les femmes et donner ainsi l'impulsion politique nécessaire à la mise en œuvre et au suivi des résultats de cette Conférence.
- 4 La Commission doit intégrer les résultats de la septième Conférence régionale africaine sur les femmes en tant que contribution apportée par l'Afrique aux résultats de l'évaluation décennale mondiale

Annexe 2: Discours prononcé par Mme Josephine Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour le genre et le développement, à l'occasion de l'ouverture de la réunion du Bureau du Comité

Excellences,
Mesdames les Ministres,
Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs.

C'est à la fois un honneur et un plaisir pour moi que de vous accueillir à Addis-Abeba, et plus particulièrement à la Commission économique pour l'Afrique, et ce au nom de Monsieur K Y Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA

Lors des dernières assises du Comité «Femmes et développement» tenues en octobre 2003 à Johannesburg, il a été décidé de convoquer une réunion du Bureau du Comité afin d'étudier un certain nombre de questions restées en suspens et dont l'examen ne pouvait attendre la tenue de la prochaine réunion ordinaire du Comité

Comme vous le savez ce Comité est le seul organe politique créé à l'échelle du continent africain, ayant pour prérogatives d'offrir un cadre d'échanges, d'analyse et de prise de décision sur les questions relatives à la promotion des femmes et l'égalité des sexes en Afrique. Le Comité «Femmes et développement» permet ainsi aux dirigeants et experts que vous êtes, de dégager une perspective régionale et impulser une spécificité africaine aux données nationales et locales, le but étant d'élaborer des stratégies aussi efficaces que possible, en s'inspirant des expériences des uns et des autres

Rappelons-nous aussi que le Comité «Femmes et développement» est -à l'instar des autres organes similaires existant sur les quatre autres continents- un instrument de concertation politique entre les Etats membres. Son objectif est de faciliter la formulation d'une position africaine, si besoin en était, sur des questions d'intérêt régional et international, notamment à l'occasion des conférences mondiales sur les femmes, et lors des sessions annuelles de la Commission sur la condition de la femme

Par ailleurs, le Comité «Femmes et développement» a pour responsabilité, entre autres, de conduire les évaluations périodiques des progrès accomplis en Afrique en matière de promotion des femmes et de leur statut, au regard des objectifs fixés par les Plate-formes d'action de Dakar et de Beijing. Ces évaluations faites dans le cadre des Conférences régionales africaines sur les femmes sont techniquement organisées par la Commission économique pour l'Afrique sous l'égide politique du Comité

Madame la Présidente,

Nous sommes à la veille de la décennie du Programme d'action mondial de Beijing dont nous apprêtons à faire le bilan. Ce rendez-vous mondial aura lieu en 2005 dans un cadre non encore défini. Mais à l'échelle continentale, libre à nous de faire notre propre bilan selon la formule et la démarche qui vous ont déjà été soumises par la CEA, lors de la dernière réunion du Comité «Femmes et développement» tenue à Johannesburg

Vous vous souviendrez que l'Afrique a adopté un Plan d'action à l'issue de l'évaluation à mi-parcours de la décennie de Beijing organisée à l'occasion de la 6ème Conférence africaine sur les femmes en novembre 1999 à Addis-Abeba. Ce Plan d'action couvrant la période 2000-2004, s'est fixé pour objectif essentiel d'inciter les gouvernements à concentrer leurs efforts dans un certain nombre de secteurs stratégiques, notamment,

- l'intégration de l'approche genre dans les politiques et programmes sectoriels,

- le renforcement des mécanismes de reddition,
- l'orientation effective des ressources nationales vers des actions favorables à la promotion des femmes, et enfin la lutte contre la pauvreté et le VIH/SIDA

Lors de cette sixième Conférence régionale, l'on a également noté avec inquiétude que la mortalité maternelle était en hausse malgré les engagements pris lors de la Conférence mondiale du Caire sur la population et le développement

L'évaluation des progrès réalisés pour la promotion du statut de la femme africaine dix ans après l'adoption de la Plate-forme d'action africaine de Dakar (en 1994) et du Programme d'action mondial de Beijing est - vous en conviendrez Madame la Présidente- un événement très attendu, surtout par les femmes elles-mêmes. Je veux parler en particulier de celles qui militent et activent inlassablement – soit à travers les associations de défense des droits des femmes ou les organisations de renforcement des capacités des femmes ou encore à travers leur action politique personnelle

L'évaluation de la décennie est un moment tout aussi crucial pour les gouvernements, car ce sera l'occasion pour eux de prendre la mesure de leurs efforts, et d'apprécier l'efficacité de leurs propres stratégies au vu des résultats appréhendés sur le terrain afin de tirer par la suite les leçons constructives qui s'imposent

Madame la Présidente,

A l'ordre du jour de notre réunion nous avons donc inscrit en bonne place, un point consacré à l'examen de l'état d'avancement du processus de préparation du bilan de la décennie du Programme d'action mondial de Beijing

Dans le même ordre du jour nous vous soumettrons pour adoption, la liste des ONG et des personnes ressources pressenties pour devenir membres du Comité «Femmes et développement», aux côtés des représentants des 21 Etats

Enfin, vous vous souviendrez que les membres du Comité «Femmes et développement», réunis à Johannesburg en octobre dernier, vous ont confié la responsabilité de suivre l'état d'avancement de l'élaboration par la CEA du nouvel Indice de Développement et des Inégalités entre les sexes en Afrique. Ce point est aussi inscrit à l'ordre du jour de votre réunion

Madame la Présidente,

Le Comité a été informé de la décision prise par les Chefs d'état et de gouvernement, lors du Sommet de l'Union africaine tenue en juillet 2002 à Durban, de porter à 50% la participation des femmes au sein des différents organes politiques de l'Union

Vous avez sans doute suivi l'élection de cinq femmes commissaires au Sommet de Maputo en juillet dernier, faisant ainsi de l'Union africaine la première et l'unique organisation continentale à avoir appliqué la parité

La présence de Mme Mary Maboreke Directrice intérimaire de la Division chargée des femmes du genre et du développement au sein de la Commission de l'Union africaine, nous permettra d'avoir de plus amples informations sur les autres dispositions prises au sein de l'Union pour faire avancer la cause des femmes africaines à tous les niveaux

Madame la Présidente,

La participation des organisations non gouvernementales africaines au bilan de la décennie du Programme mondial de Beijing constitue une grande préoccupation pour la Commission économique pour

l'Afrique Comme nous le savons tous, les ONG ont toujours participé au processus mondial en organisant leur propre forum et en soumettant leurs conclusions et recommandations à l'attention des conférences intergouvernementales

C'est pourquoi nous souhaiterions au niveau de notre continent, nous assurer que les organisations non gouvernementales pourront effectivement accompagner toutes les étapes du processus en cours, en participant aux réunions sous-régionales, et à la septième Conférence régionale sur le bilan de la décennie

La Commission économique pour l'Afrique en appelle à l'appui des agences sœurs du Système des Nations unies, à l'Union africaine et aux ONG membres du Comité «Femmes et développement» pour soutenir et faciliter l'organisation d'une concertation entre les ONG, à l'échelle sous-régionale et continentale, afin que leurs voix soient entendues, et leur apport pris en compte au moment de tirer les conclusions du bilan de la décennie et d'établir les perspectives d'avenir

Madame la Présidente,

Consciente de l'importance de la présente réunion du Bureau du Comité «Femmes et développement», je suis tout espoir que vos échanges aboutiront à des décisions concrètes qui vont assurer le succès de la préparation de l'évaluation de Beijing + 10 pour notre continent africain

La Commission économique pour l'Afrique réitère son engagement à œuvrer également dans ce sens

A vos travaux, je souhaite plein succès et à vous tous participants à ces assises un très bon séjour à Addis-Abeba

Je vous remercie

Annexe 3: Discours de Madame le Ministre burundais de l'action sociale et de la promotion de la femme, à l'occasion de l'ouverture des travaux de la réunion du Bureau du Comité «Femmes et Développement», tenue à Addis-Abeba les 16 et 17 septembre 2003

Excellences Mesdames les Ministres,

Mesdames, Messieurs les membres du Corps diplomatique et consulaire,

Mesdames, Messieurs les représentants des agences des Nations Unies,

Madame la Directrice du Centre africain pour le genre et le développement

Mesdames Messieurs les experts des pays membres du Bureau du Comité «Femmes et développement»,

Distingués invités, Mesdames, Messieurs.

Avant de commencer les travaux de notre réunion permettez-moi de vous saluer tous et vous souhaiter la bienvenue. Nous vous remercions particulièrement, Mesdames les Ministres, pour votre disponibilité. C'est un signe très éloquent de l'importance que vous attachez au développement de notre continent. Nous remercions aussi le Gouvernement éthiopien pour son hospitalité.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Avant de poursuivre mon discours, je vais vous demander d'accorder une minute de silence en mémoire de Madame Rachel Simbabwe, Secrétaire générale au Ministère de la Promotion des Jeunes, du Genre et de l'Emploi du Zimbabwe, décédée en mars 2003 et qui avait présidé tous les travaux des experts du Comité Femmes et Développement durant les deux dernières annexes.

C'était exactement le 12 octobre 2002 à Johannesburg que le Comité «Femmes et développement» a été renouvelé en ce qui concerne la représentation sous-régionale des pays. La promesse, comme il se doit, a été faite pour ce qui est de compléter le Comité par des ONG et des experts proposés. Notons en passant qu'au bureau du Comité doit aussi s'ajouter le Mozambique en tant qu'actuel Président de l'Union africaine.

Nous nous réjouissons aujourd'hui que l'Union africaine soit effectivement née et est une réalité institutionnelle. Nous en profitons pour féliciter toute l'Organisation et surtout que les débuts de son existence se fondent sur une équité qui se traduit déjà dans les faits. En effet, vous êtes sans ignorer que sur les dix postes de Commissaires, cinq sont accordés aux femmes. Nous comptons beaucoup sur elles pour faire avancer la cause de leurs sœurs africaines.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Le Comité va, je n'ai nul doute, pouvoir être complété. Nous croyons en la sagesse et expertises des candidats. Nous ne devons non plus avoir aucune crainte quant à leurs compétences personnelles qui favoriseront des réalisations pertinentes à mettre sur le compte du Comité «Femmes et développement» et de l'Afrique tout entière en vue de faire avancer nos mères, nos sœurs, nos filles et tout le monde en fin de compte.

Dans nos pays, quoique des efforts aient été déjà entrepris pour tenter de penser un système égalitaire qui fasse participer tout le monde à la vie des différentes nations, de grands déséquilibres liés au sexe s'observent et subsistent. En vue de saisir, mieux cerner et motiver la tâche qui nous incombe, un rapport d'activité sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) vous sera présenté. Il nous montrera sans doute les domaines négligés ou oubliés et auxquels il faut concentrer toute notre attention. Bien qu'ils diffèrent d'un pays à l'autre quant à la priorité et l'impact, les domaines sensibles sont en général les mêmes dans nos pays.

Certainement, ces domaines ont été recensés dans la Plate-forme d'action de Dakar de 1994 et le Programme d'action de Beijing de 1995.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

L'Evaluation de Beijing + 5 a eu lieu. Il a été observé que les résultats ont encore beaucoup de failles à combler. Maintenant que Beijing + 10 est proche, comment relever les résultats atteints ? Où en sommes-nous au niveau des domaines jugés prioritaires ? Sans pouvoir parler du Bilan des réalisations, l'évidence est que la femme africaine reste le pilier du ménage et même des nations. Rappeler toutes ses charges n'apporterait peut-être pas beaucoup à vos connaissances car vous la voyez toujours à la besogne. Dans ces conditions, tenir compte d'elle et de ses préoccupations dans les programmes de nos pays n'est que lui rendre justice; c'est penser un développement bien bâti sur une base solide.

Si l'Afrique a fait des progrès, le constat est que certains domaines doivent attirer son attention spéciale. Dans le domaine de la paix, le continent africain est déchiré par des guerres souvent intestines, récurrentes et interminables qui lassent les populations. Les femmes, si elles étaient toujours consultées, ont un rôle non négligeable à jouer au niveau du retour à la paix. Elles doivent cependant montrer leur part. Elles doivent réagir avec la plus grande énergie en luttant contre les violences et les abus sexuels que les combattants leur font subir. Elles doivent briser le silence qui, souvent, profite aux malfaiteurs.

Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, le potentiel productif des femmes doit être accru et des activités génératrices de revenus doivent être appuyées par les femmes elles-mêmes, les gouvernements et les bailleurs de fonds.

L'agriculture étant une activité importante dans nos pays, la femme doit d'abord posséder la terre et être aidée par des sessions de formation et une normalisation de sa charge horaire de travail afin d'exploiter la terre dans de bonnes conditions. L'Union africaine doit bien préparer son plaidoyer auprès de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) pour que cette dernière ne perde pas de vue les relations Nord-Sud dans le commerce et sans oublier que les femmes sont les principales productrices. Pour que tous ses projets réussissent, la prise en compte particulière de la santé de la femme et celle de la petite fille, et surtout de sa scolarisation, est un préalable à garder à l'esprit.

Au niveau sanitaire, le SIDA qui menace le monde et particulièrement l'Afrique doit attirer spécialement l'attention de tous les décideurs programmeurs.

Afin de participer à tout ce qui se décide pour l'Afrique, les femmes doivent être compétitives et solidaires. Elles doivent éviter de réclamer, ce que certains qualifient souvent à tort de lamentations. Cependant, pour épauler ou renforcer les initiatives des femmes, des mécanismes nationaux et régionaux chargés d'assurer la reconnaissance de leur rôle et la promotion de leurs droits doivent être mis en place. Ils devraient par ailleurs, à une période bien déterminée, subir un audit à base des indicateurs quantitatifs et qualitatifs sur les questions concernant les femmes dans tous les secteurs d'activité au niveau national et décentralisé. C'est ainsi alors qu'un débat sur «le processus préparatoire de l'Evaluation décennale africaine de la plate-forme d'action de Dakar et du programme d'action de Beijing» pourra être fait au cours de cette réunion. De même, les «contributions des organismes spécialisés des Nations unies à ce processus d'évaluation décennale» pourront être entendues.

Excellences Mesdames, Messieurs,

Nous comptons sur les apports de tout un chacun pour la réussite des travaux de la réunion et de celle de notre mission de développer notre Afrique. Je m'en voudrais de ne pas vous remercier pour l'effort fourni en vue de participer à cette réunion compte tenu de vos agendas très chargés.

C'est sur ce mot que je déclare ouvert les travaux de la réunion du bureau du Comité «Femmes et développement».

Je vous remercie.

Annexe 4: Examen de la liste des organisations non gouvernementales (ONG) et des experts proposés pour siéger au Comité «Femmes et Développement» (2003-2004), présentée par Mme Joséphine Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour le genre et le développement

I. Introduction

1 Sur le plan opérationnel, la CEA, par l'intermédiaire du Centre africain pour le genre et le développement (CAGED), est chargée de sélectionner des ONG des organisations spécialisées et les experts qui remplissent les critères requis pour siéger au Comité « Femmes et Développement ». Au cours de sa réunion tenue en octobre 2002 à Johannesburg, le Comité a examiné et adopté des modalités détaillées d'identification et de renouvellement de ses membres. Sur la base de ces modalités, la CEA a établi la liste des ONG, des organisations spécialisées et des experts proposés pour siéger au Comité pour la période 2003 –2004 qu'elle présente au Bureau du Comité, pour examen et approbation, en annexe au présent document.

2 Conformément aux modalités de renouvellement¹ approuvées en ce qui concerne les ONG, les institutions spécialisées et les experts, les deux tiers des membres seront renouvelés et que le tiers restant sera maintenu pour un deuxième mandat, afin d'assurer la continuité. La CEA a tenu compte de cette disposition au cours du processus de sélection.

II. Membres proposés

A. Organisations non gouvernementales féminines

3 Conformément aux modalités de renouvellement de la composition du Comité, des ONG féminines ont été sélectionnées aux niveaux national, sous-régional et régional en fonction de leur stabilité de leurs bonnes pratiques et leur viabilité.

Organisations non gouvernementales nationales:

4 Au total, cinq ONG ont été sélectionnées, (une par sous-région). Les organisations ou associations de femmes proposées s'occupent de l'un des 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing dans les zones urbaines et/ou rurales. Chaque organisation/association a cinq ans d'existence stable et elle est composée d'au moins 200 femmes.

5 Sur la base des critères susmentionnés, les ONG nationales suivantes ont été sélectionnées:

- a) **Afrique du Nord:** Association SOS Femmes en détresse
- b) **Afrique de l'Ouest:** PAGLAYIRI Association du Burkina Faso*
- c) **Afrique centrale:** Ligue pour l'éducation de la femme et de l'enfant
- d) **Afrique de l'Est:** Ugandan Women Entrepreneurs Association*
- e) **Afrique australe:** Zimbabwe Women's Resource Center and Network

Organisations non gouvernementales sous-régionales:

6 Au total, cinq organisations féminines ont été sélectionnées (une par sous-région). Ces organisations auxquelles des individus tout aussi bien que des groupements peuvent adhérer, ont au moins cinq ans d'existence stable et leurs membres proviennent de l'ensemble de la sous-région. La stabilité

¹ Au cours de la réunion tenue en octobre 2002, le Comité a examiné et adopté des modalités détaillées pour le renouvellement de sa composition.

* Retenu (e) pour un second mandat, pour assurer la continuité, conformément aux modalités de renouvellement de la composition du Comité.

financière, telle qu'elle ressort des rapports annuels, ainsi que les résultats concrets des interventions directes menées ont également été pris en compte dans les critères de sélection

7 Sur la base des critères susmentionnés, les ONG sous-régionales suivantes ont été sélectionnées:

- a) **Afrique du Nord:** Collectif 95 Maghreb Égalité
- b) **Afrique de l'Ouest** Réseau de communication, d'information et de formation des femmes (RECIF)
- c) **Afrique centrale:** Réseau des femmes d'Afrique centrale (RESEFAC)*
- d) **Afrique de l'Est:** Eastern African Sub-regional Support Initiative for the Advancement of Women (EASSI)*
- e) **Afrique australe:** Southern Africa Research and Documentation Centre (SARDC) Women in Development

Organisations non gouvernementales régionales

8 Au total, trois organisations féminines dont l'adhésion est ouverte aux particuliers et/ou aux représentants de groupes féminins provenant de l'ensemble du continent ont été sélectionnées. Ces organisations ont au moins cinq ans d'existence, leurs rapports annuels témoignent d'une base financière stable et leurs interventions directes ont donné des résultats concrets.

9 Sur la base des critères susmentionnés, les ONG régionales suivantes ont été sélectionnées :

- a) Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication (FEMNET)*
- b) Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AWORD)
- c) Organisation panafricaine des femmes (PAWO)*

B. Services/Organisations spécialisés

10 Au total, cinq organisations ayant au moins cinq ans d'existence stable et œuvrant aux niveaux sous-régional ou régional ont été sélectionnées. Ces organisations sont spécialisées dans les questions concernant les femmes et fournissent des services aux femmes en tant qu'individus et /ou en tant que groupes. Leurs interventions ont donné des résultats concrets et elles possèdent de solides compétences, dont témoignent leurs produits (par exemple leurs publications).

11 Sur la base des critères susmentionnés, les organisations spécialisées suivantes ont été sélectionnées

- a) Association des professionnelles africaines de la communication (APAC)*
- b) Ipas Africa Alliance for Women's Reproductive Health and Rights
- c) Fonds d développement pour les femmes africaines (AWDF)
- d) Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants en Afrique (CI-AF)
- e) African Gender and Trade Network (GENTA)

C. Experts

12 La CEA a sélectionné cinq experts, sur la base de l'équilibre linguistique et sous-régional pour siéger au Comité «Femmes et développement». Ces experts ont les compétences et connaissances techniques pertinentes dans un ou plusieurs des 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing

13 Les experts suivants ont été sélectionnés sur la base de critères spécifiques

- a) **Afrique du Nord:** M. Said Saadi – Economiste et ancien ministre chargé des affaires sociales et de la condition féminine du Maroc.
- b) **Afrique de l'Ouest:** Mme Thérèse Keita – Professeur d'histoire contemporaine au Département d'histoire de l'Université d'Abidjan Cocodi et Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi
- c) **Afrique centrale:** Mme Margaret Ebai Agbaw maître de conférences en anthropologie sociale spécialisée dans les questions relatives aux femmes et Secrétaire du Réseau des femmes africaines anthropologues (NAWA)
- d) **Afrique de l'Est:** Mme Sylvia Tamale - Maître de conférences, chargée de cours à la Faculté de droit de l'Université de Makerere (Ouganda)
- e) **Afrique australe:** Mme Angela Melo – Rapporteur spécial sur les droits de la femme en Afrique Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

Annexe I (a): ONG et experts membres du Comité "Femmes et Développement" (1999-2002)

	ONG régionales
1	Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication (FEMNET)
2	Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AWORD)
3	Organisation panafricaine des femmes (PAWO)
4	Femmes, droit et développement en Afrique (FeDDAF)
5	Fédération africaine des femmes entrepreneurs (AFWE)
6	Réseau africain de soutien aux femmes entrepreneurs (RASEF)
	ONG sous-régionales
1	Centre de recherche et de formation pour les femmes arabes (CAWTAR) - Afrique du Nord
2	Union des femmes du Maghreb - Afrique du Nord
3	Association des femmes d'Afrique de l'Ouest (WAWA) - Afrique de l'Ouest
4	Réseau des femmes d'Afrique centrale (RESEFAC) - Afrique centrale
5	Eastern African Sub-regional Initiative for Advancement of Women (EASSI) - Afrique de l'Est
	ONG nationales
1	Association marocaine pour la promotion des groupements agricoles (AMPER) - Afrique du Nord
2	Association PAGLAYIRI du Burkina Faso - Afrique de l'Ouest
3	Fondation pour l'assistance aux communautés locales au Congo - Afrique de l'Ouest
4	Association camerounaise de femmes ingénieurs agronomes (ACAFIA) - Afrique centrale
5	Association des femmes entrepreneurs ougandaises - Afrique de l'Est
6	Southern African Women for Peace - Afrique australe
7	Association nationale des femmes rurales pour le développement du Mozambique (ANRU) - Afrique australe
	Services/organisations spécialisés
1	Association des Professionnelles africaines de la communication (APAC)
2	Enda Tiers Monde
3	Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI)
4	Forum mahgrébin pour l'environnement et le développement
5	Fondation mondiale pour les femmes
6	Association des professionnelles africaines de la communication (APAC)
	Experts
1	Nebiha Gueddana – Initiative de partenariats Sud-Sud en matière de population et de développement – Tunisie – Afrique du Nord
2	Dr Eusebe Alinohou – Centre hospitalier universitaire national - Bénin - Afrique de l'Ouest
3	M. Kibora Ada Souleymane – Alliance coopérative internationale, Burkina Faso – Afrique de l'Ouest
4	Mme Florence Iheme – Centre national de formation et de développement pour les femmes dans le développement – Nigéria – Afrique de l'Ouest
5	Mme Pauline Biyong – Ligue pour l'éducation des femmes et des enfants – Cameroun – Afrique centrale
6	M John K M Maina – Bureau central de la statistique – Kenya - Afrique de l'Est
7	M Hassan A Sunmonu – Organisation de l'unité syndicale africaine

Annexe I (b): Liste des ONG et des experts proposés pour siéger au Comité «Femmes et développement» (2003-2004)

	ONG régionales
1	Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication (FEMNET)*
2	Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AWORD)
3	Organisation panafricaine des femmes (PAWO)*
	ONG sous-régionales
1	Collectif 95 Maghreb Égalité - Afrique du Nord
2	Réseau de communication, d'information et de formation des femmes (RECIF) - Afrique de l'Ouest
	Réseau des femmes d'Afrique centrale (RESEFAC) - Afrique centrale*
3	Eastern African Sub-regional Support Initiative for the Advancement of Women (EASSI)* - Afrique orientale
4	
5	Southern Africa Research and Documentation Centre (SARDC) – Women in Development – Afrique australe
	ONG nationales
1	Association SOS Femmes en détresse – Afrique du Nord
2	Association PAGLAYIRI du Burkina Faso* - Afrique de l'Ouest
3	Ligue pour l'éducation des femmes et des enfants – Afrique centrale
4	Association des femmes entrepreneurs ougandaises* - Afrique de l'Est
5	Zimbabwe Women's Ressource Centre and Network – Afrique australe
	Organisations spécialisées
1	Association des professionnelles africaines de la communication (APAC)*
2	Ipas Africa Alliance for Women's Reproductive Health and Rights
3	Fonds de développement pour les femmes africaines (AWDF)
4	Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (CI-AF)
5	Réseau africain pour le genre et le commerce (GENTA)
	Experts
1	M Said Saadi – Afrique du Nord
2	Mme Thérèse Keita – Afrique de l'Ouest
3	Margaret Ebai Likowo Niger – Thomas Agbaw – Afrique centrale
4	Sylvia Tamale – Afrique de l'Est
5	Anjela Melu – Afrique australe

*1/3 des membres sont maintenus pour un deuxième mandat, pour assurer la continuité.

Annexe 5: Liste des membres siégeant au Comité «Femmes et développement» (2002-2004)

Etats membres

Afrique australe	Afrique de l'Est	Afrique centrale	Afrique de l'Ouest	Afrique du Nord
Lesotho	Burundi	République centrafricaine	Cap-Vert	Algérie
Maurice	République démocratique du Congo	Congo	Gambie	Égypte
Madagascar	Érythrée	Guinée équatoriale	Ghana	Libye
Zambia	Tanzanie	Gabon	Nigéria	
Mozambique			Bénin	

Bureau du Comité

Fonction	Pays
Président	Égypte
Premier Vice-Président	Burundi
Deuxième Vice-Président	Ghana
Premier Rapporteur	Lesotho
Deuxième Rapporteur	Gabon
Président de la sixième Conférence régionale sur les femmes	Congo (es qualités)
Président en exercice de l'UA	Mozambique (es qualités)

ONG nationales

Organisations	Sous-régions/Pays
Association SOS Femmes en détresse	Afrique du Nord/Algérie
PAGLAYIRI Association	Afrique de l'Ouest/Burkina Faso
League for Women and Child Education	Afrique centrale/Cameroun
Ugandan Women Entrepreneurs Association	Afrique de l'Est/Ouganda
Zimbabwe Women's Resource Centre and Network	Afrique australe/Zimbabwe

ONG sous-régionales

Organisations	Sous-régions
Collectif 95 Maghreb Égalité	Afrique du Nord
Réseau de communication, d'information et de formation des femmes (RECIF)	Afrique de l'Ouest
Central African women's network (RESEFAC)	Afrique centrale
Eastern African Sub-regional Support Initiative for the Advancement of Women (EASSI)	Afrique de l'Est
Southern Africa Research and Documentation Centre (SARDC) - Women in Development	Afrique australe

ONG régionales

Organisations
The African Women Development Communication Network (FEMNET)
African Women's Association for Research on Development (AWORD)
Pan African Women s Association (PAWO)

Services/Organisations spécialisés

Organisations
Association des professionnelles africaines de la communication (APAC)
Ipas Africa Alliance for Women's Reproductive Health and Rights
African women's Development Fund (AWDF)
African Gender and Trade Network (GENTA)
Inter-African Committee on Traditional Practices affecting Women's and Children health (IAC)

Experts

Noms	Sous-régions
M. Said Saadi	Afrique du Nord
Mme Therese Keita	Afrique de l'Ouest
Mme Margaret Eba Agbaw	Afrique centrale
Mme Sylvia Tamale	Afrique de l'Est
Mme Angela Melo	Afrique australe

Annexe 6: Mesurer et présenter les inégalités entre les sexes: l'Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique, présenté par Mme Thokozile Ruzvidzo, économiste hors classe (CEA)

Introduction

Le Centre africain pour le genre et le développement (CAGED) a mis au point un Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA), destiné à mesurer l'égalité et l'équité entre les sexes, ainsi que l'émancipation et la promotion de la femme en Afrique. Au fil des ans, les États africains ont ratifié un certain nombre de conventions axées sur le développement socio-économique, pour le bien de toutes les couches sociales. La Plate-forme de Dakar (1994) et le Programme d'action de Beijing (1995), par exemple, visaient à aborder le développement de ce point de vue holistique.

Un certain nombre d'indicateurs ont été élaborés au fil des ans pour mesurer les progrès accomplis pour réduire les inégalités entre les sexes. Les plus connus, l'Indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH) et l'Indicateur de la participation des femmes (IPF), ont été élaborés en 1995 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avant la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Cependant, la plupart des gouvernements et des organisations non gouvernementales (ONG) jugent ces indices très complexes et difficiles à utiliser. L'ISDH et l'IPF ne portent pas sur les mesures qualitatives cruciales qui permettraient aux femmes de jouer un rôle actif et déterminant dans le domaine du développement. C'est ce qui explique en grande partie, en particulier en Afrique, que les rapports sur la mise en oeuvre de la Plate-forme de Dakar et du Programme d'action de Beijing soient incomplets, les inégalités entre les sexes et la participation des femmes n'ayant pu être mesurées de manière exhaustive. Mesurer les inégalités entre les sexes et la participation des femmes est une tâche complexe, en raison des dimensions tangibles et intangibles à prendre en compte dans ces domaines. La tâche est d'autant plus ardue en Afrique que les statistiques et les données ventilées par sexe y sont limitées.

Le projet IDISA est expérimenté dans 13 pays africains représentant l'ensemble des sous-régions: Tunisie et Égypte (Afrique du Nord), Mozambique et Afrique du Sud (Afrique australe), Éthiopie, Ouganda et Tanzanie (Afrique de l'Est), Cameroun et Gabon (Afrique centrale), Bénin, Burkina Faso et Ghana (Afrique de l'Ouest) et Madagascar, représentant les îles. Les conclusions du projet seront diffusées dans la publication phare de la CEA, le Rapport sur les Africaines 2002/2003. Ce rapport est un outil important qui permet à la CEA de fournir, aux niveaux régional et mondial, des informations relatives à la situation et à la condition de la femme en Afrique.

L'Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique

En élaborant l'IDISA, la CEA établit tout simplement une mesure, ne faisant appel à aucune arithmétique obscure, qui est d'utilisation facile pour les gouvernements, les ONG et tous les acteurs concernés. Les conclusions de l'IDISA permettront aux gouvernements de constater les résultats qu'ils ont accomplis en matière de réduction des inégalités entre les sexes et d'émancipation de la femme. L'Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) comprend deux éléments composites: l'Indice de la condition de la femme (ICF) et le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique (TPFA). L'ICF est une mesure quantitative de l'égalité et de l'équité entre les sexes et des écarts et des disparités entre les hommes et les femmes dans des domaines socio-économiques tels que la santé, l'éducation, le revenu, l'emploi, le budget-temps et le pouvoir politique dans le secteur public et la société civile. Il est fondé sur trois rubriques, à savoir le pouvoir social, le pouvoir économique et le pouvoir politique. Chacune de ces rubriques comprend diverses composantes, subdivisées elles-mêmes en sous-composantes puis en indicateurs ou variables.

Le tableau ci-dessous présente la liste des 42 indicateurs qui ont fait l'objet d'un consensus après des discussions approfondies avec des groupes d'experts et de conseillers et après la prise en compte des contributions et commentaires de divers organismes internationaux tels que la Banque mondiale, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) ou le Bureau international du travail (BIT).

EDS Enquêtes démographiques et sanitaires, EM Enquêtes sur les ménages, EPA Enquêtes sur la population active; EMNV Etude sur la mesure des niveaux de vie, RP Recensement de la population, DSA. Dimension sociale de l'ajustement

Le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique (TPFA), en revanche, donne une mesure quantitative des éléments relatifs à la situation et à l'émancipation de la femme, qu'il incombe aux gouvernements africains de résoudre, sur la base des points saillants des conventions, chartes et autres documents internationaux et régionaux. Il s'agit notamment des droits de la femme tels qu'énoncés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le projet de protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant sur les droits des femmes en Afrique, les conventions du BIT sur l'égalité de rémunération, la discrimination, la protection de la maternité sur le lieu de travail, les déclarations sur le HIV/SIDA et autres maladies infectieuses connexes. Le NEPAD est cité chaque fois que nécessaire car il s'agit du document majeur de l'Union africaine. Le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique permettra de noter les gouvernements africains, notamment sur les points suivants : ratification, engagement politique, ressources humaines et financières, suivi et évaluation. La notation suit un barème de trois points : 0 (zéro) indique une performance nulle, 1 (un) indique une performance faible ou moyenne, 2 (deux) indique une performance allant de bien à excellent.

[illegible]

[illegible]

L'IDISA présente de nombreux avantages par rapport aux autres indicateurs qui ont été analysés ci-dessus

- En tant que mesure de l'égalité relative des femmes, il est indépendant du PIB,
- L'ICF et le Tableau de bord présentent des calculs simples et sont assez faciles à utiliser, par le gouvernement et le secteur des ONG,
- L'ICF et le Tableau de bord combinent des indicateurs quantitatifs et qualitatifs,
- L'IDISA n'est pas seulement un instrument de suivi. C'est également un outil stratégique qui permettra de renforcer la prise de conscience des questions de genre. Les ONG peuvent et devraient intervenir dans la collecte et l'analyse des données, et cela dans le cadre de consultations périodiques avec les décideurs

Le Tableau de bord de la promotion des femmes est d'utilisation facile tant pour le gouvernement que pour le secteur privé. Dans les consultations périodiques entre les décideurs et les acteurs, les uns et les autres pourront examiner leurs notes nationales et discuter des voies et moyens d'améliorer la note globale du pays. Le Tableau de bord pourra servir ainsi d'outil stratégique de renforcement de la prise de conscience politique des questions de genre. Il est possible que le Tableau de bord suscite plus de controverses et de débats que l'ICF, en raison de différences d'interprétations entre le gouvernement, le secteur privé et les autres acteurs concernés (ex, les donateurs). Ces divergences devraient être mises en évidence dans le rapport final.

L'IDISA ne mesure que la promotion et l'émancipation de la femme, l'égalité entre les sexes et les changements de relations entre les sexes, ainsi que les effets des politiques de genre dans le temps. Il ne mesure donc pas un impact mais des processus et des progrès.

Progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'IDISA

Recourant à deux consultants, le CAGED a passé en revue les indices existants sur le genre et, sur cette base, a produit, au début de 2002, le cadre théorique relatif à l'IDISA. Pour rendre le processus aussi participatif et consultatif que possible, il a organisé un atelier auquel les indicateurs de l'IDISA ont été définis et mis au point par un groupe d'experts en genre, en développement et en statistiques. Cet atelier a été suivi d'un autre, au cours duquel un groupe de conseillers a examiné et largement commenté les composantes et les indicateurs de l'IDISA. Ce groupe était constitué de représentants de 11 pays participant à l'expérimentation de l'IDISA, de représentants de l'Union africaine (UA), de l'Organisation internationale du travail (OIT), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de représentants des Divisions de la CEA. Quatre membres du groupe – le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), la Banque mondiale et le Centre international de recherche sur les femmes (ICRW) n'ont pas pu participer à la réunion. Mais ils ont soumis par écrit leurs commentaires, qui ont été discutés et pris en compte. Le groupe d'experts a validé l'IDISA en octobre 2002.

Après cette validation, un atelier d'experts, convoqué en novembre 2002, a réuni des participants de 11 pays. L'IDISA a été soumis à un nouvel examen minutieux et a été revu sous l'angle de sa faisabilité et de sa mise en œuvre sur le terrain. C'est lors de cette rencontre qu'il a été décidé d'ajouter Madagascar et l'Éthiopie aux pays devant l'expérimenter. À l'issue de cet atelier de chercheurs, la mise au point de l'IDISA et la préparation des directives s'y rapportant ont été lancés. Le CAGED a produit les directives que toutes les institutions de recherche utilisent.

Pour sensibiliser les gouvernements à l'IDISA, des missions ont été effectuées, au Mozambique, en Afrique du Sud, au Gabon, au Bénin, au Cameroun, au Burkina Faso et en Tunisie. Le CAGED en a également profité pour prospecter les institutions susceptibles d'expérimenter l'IDISA. Au premier trimestre de 2003, des institutions de recherche ont été identifiées en Ouganda, au Mozambique, en Afrique du Sud, en Tanzanie, au

Bénin au Burkina Faso et en Éthiopie Des équipes de chercheurs de ces institutions ont été formées en conséquence et la collecte de données suit son cours Des groupes nationaux de conseillers ont été mis en place dans ces pays et ont été informés de leurs rôles et responsabilités Ils sont présidés par les ministres du genre ou de la condition de la femme et sont chargés, entre autres, de valider le rapport national sur l'IDISA, avant qu'il ne soit soumis à la CEA

L'identification des institutions de recherche se poursuit dans les autres pays Madagascar, Gabon, Ghana, Cameroun, Tunisie et Égypte Dès que cette identification sera achevée la formation des chercheurs et la mise en place des groupes nationaux de conseillers seront lancées et l'expérimentation de l'IDISA commencera

Les rapports nationaux devraient être achevés avant décembre 2003

Limites

Les travaux relatifs à l'IDISA évoluent bien, mais le CAGED a pu constater, en l'élaborant de manière participative et en le faisant expérimenter, qu'il faudra plus de temps que prévu pour concevoir un Indice complet qui soit techniquement valable et acceptable pour les Etats membres de la CEA Le programme de travail a été modifié en conséquence, en tenant compte de l'évolution du projet

La pénurie de ressources financières demeure le principal obstacle au projet de publication du Rapport sur les Africaines, qui a déjà été retardé Ce retard concerne sa mise au point, son lancement et sa diffusion

Financement du projet

Le CAGED est profondément reconnaissant de l'appui financier dont il a bénéficié jusqu'ici pour la production du Rapport sur les Africaines Il a reçu des subventions des gouvernements suédois et norvégien, qui lui ont permis de financer tous les préparatifs ayant mené à l'expérimentation de l'IDISA HIVOS, une ONG néerlandaise intervenant dans le domaine du développement, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Ambassade des Pays-Bas en Éthiopie financent l'expérimentation de l'IDISA dans certains pays qui sont mentionnés dans le rapport

La CEA a financé, à travers son budget ordinaire, une grande partie des activités liées à l'IDISA

Conclusions

L'IDISA est un important instrument permettant le suivi des progrès réalisés par les Etats membres dans la mise en œuvre de traités internationaux dont ils sont signataires, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou de documents comme le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement ou le Programme d'action de Beijing ou encore des principaux documents africains relatifs aux droits de la femme et de l'enfant Il peut donc renforcer les efforts tendant à réduire les inégalités entre les sexes et émanciper la femme Il permettra également de renforcer et de rendre opérationnelles les composantes de la politique du genre, de manière compatible avec les politiques convenues dans ce domaine à l'échelle internationale L'IDISA tient également compte de documents à caractère régional comme celui du NEPAD, même si sa stratégie en matière de genre reste à mettre au point S'il ne mentionne pas clairement les objectifs de développement du Millénaire, presque tous les indicateurs s'y rapportant ont été inclus dans l'ICF

Mais l'IDISA présente des limites qui sont inévitables à ce niveau d'abstraction. S'il prend en compte certains aspects de la sphère personnelle relevant de l'émancipation de la femme, il ne peut restituer des questions liées à la subjectivité, à la compassion et à l'identité. De même, en tant qu'indice de genre, l'IDISA ne peut indiquer l'importance de questions qui se recoupent telles que la classe, la race et l'ethnicité.

Quoi qu'il en soit, l'IDISA peut contribuer grandement à l'émancipation de la femme. En mettant en évidence les points marquants des inégalités entre les sexes, et en le faisant de manière comparative, l'IDISA peut devenir un outil utile, aux acteurs des secteurs public et privé, dans leurs politiques et activités visant à instaurer plus d'égalité, d'équité et de justice sociale entre les hommes et les femmes.

Annexe 7 Le processus d'examen et d'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing en Afrique

I. Introduction

Dans le cadre de Beijing + 10, l'Afrique, comme les autres régions du monde, procèdera en 2004 à l'évaluation de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. Deux évaluations distinctes, mais liées l'une à l'autre, seront faites. Le premier exercice d'évaluation qui sera entrepris par les 53 pays africains, sera centré sur les 12 domaines critiques du Programme d'action. Il tiendra aussi compte des mesures complémentaires recommandées par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa session extraordinaire sur Beijing + 5 qui s'est tenue en juin 2000. Cette évaluation sera également conduite sur la base des priorités du **Plan d'action africain visant à accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing durant la période 2000-2004**, adopté lors de la réunion sur l'examen à mi-parcours de la Décennie qui a eu lieu à l'occasion de la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes, tenue en novembre 1999 à Addis-Abeba. L'évaluation de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing couvrira aussi la Plate-forme d'action de Dakar dont le contenu et les thèmes spécifiques ont été délibérément intégrés dans le document de Beijing. Dans un esprit de suivi coordonné et intégré de la mise en œuvre des cadres de politique générale, le processus d'examen et d'évaluation devrait faire ressortir les avantages tirés des buts et objectifs de la Déclaration du Millénaire, du Sommet mondial pour le développement social, du Sommet sur le développement durable, de la Conférence internationale sur la population et le développement, de la Conférence sur les pays les moins avancés, de la Conférence sur le racisme, etc. Le deuxième exercice d'évaluation portera sur la mise en œuvre des priorités du **Plan d'action africain pour la période 2000-2004** et sera conduit par 19 pays choisis conformément aux modalités pratiques indiquées ci-dessous.

II. Domaines du Programme d'action de Beijing à évaluer

Objectifs et portée

L'objectif premier de l'exercice est d'évaluer systématiquement et objectivement **la pertinence, le succès et la viabilité** de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing dans les divers domaines critiques. L'exercice d'examen et d'évaluation couvrira la période de mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et de la Plate-forme d'action de Dakar de 1994 à 2003. Il s'appuiera sur les rapports nationaux qui ont été élaborés à l'occasion de l'examen à mi-parcours de 1999 et évitera de les reproduire.

Comme nous l'avons déjà précisé, les 12 domaines critiques devront tous être évalués de façon à faire ressortir les progrès accomplis, les résultats obtenus et les problèmes rencontrés. Chacun des objectifs clefs arrêtés au titre de chaque domaine critique devra être étudié à la lumière des mesures prescrites par le Programme d'action et conformément au Plan d'action national pour la mise en œuvre du Programme d'action, du Plan national de développement et d'autres plans sectoriels nationaux. Le questionnaire d'évaluation, élaboré par le CAGED et figurant à l'Annexe 1, comporte des questions qui devront être examinées à l'occasion du processus d'examen et d'évaluation. ***Il est destiné à vous aider à répondre au Questionnaire qui sera transmis par la Division de la promotion de la femme à chaque Etat membre des Nations Unies et qui servira de cadre pour l'élaboration du rapport d'évaluation.***

Les réponses au questionnaire pourraient être présentées dans des catégories différentes, notamment les résultats obtenus à court ou à moyen terme, selon que la mise en œuvre a été entreprise il y a plus ou moins longtemps. Les changements observés en ce qui concerne la condition de la femme à la suite de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action devront également être soulignés dans le rapport d'évaluation.

Autres questions concernant l'évaluation

Au nombre des questions citées dans les domaines critiques figurent les questions émergentes qui ont été incluses dans les recommandations du *Document final* de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur Beijing + 5, tenue en juin 2000, et dans le Plan d'action africain visant à accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing durant la période 2000-2004, qui a été adopté en 1999. Il importera aussi, à l'occasion de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action, de tenir compte des questions suivantes

1. **Les femmes et la pauvreté:** l'évaluation devra porter sur le degré de prise en compte des préoccupations des femmes lors de l'élaboration, de l'examen et de la mise en œuvre des politiques et des programmes macroéconomiques et sociaux, y compris ceux liés à l'ajustement structurel, aux stratégies de lutte contre la pauvreté, aux Objectifs de développement pour le Millénaire et à la dette extérieure. Elle devra être centrée sur la persistance et l'aggravation de la pauvreté des Africains ainsi que sur la recherche de solutions qui soient à la fois axées sur le développement et durables et qui soient assorties d'objectifs à court et à long termes. Il faudra aussi évaluer les progrès évalués en ce qui concerne la question du double fardeau enduré par les femmes à savoir le travail rémunéré et le travail non rémunéré, y compris l'évaluation de la représentation, dans les comptes nationaux, de l'emploi du temps des femmes.
2. **L'éducation et la formation des femmes:** l'évaluation portera ici sur les progrès enregistrés en ce qui concerne l'égalité d'accès des filles et des femmes à l'enseignement, à la formation professionnelle, à la science et la technologie et l'achèvement de l'enseignement de base, en particulier pour celles qui vivent en zone rurale, l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, qui devrait être effective en 2005. L'accès à l'enseignement gratuit et obligatoire pour tous d'ici à 2005, l'objectif d'alphabétisation de 50% des adultes, notamment des femmes, d'ici à 2015 et l'élaboration, à tous les niveaux, de programmes scolaires attentifs aux besoins des femmes.
3. **Les femmes et la santé:** il est nécessaire d'évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne le droit de la femme à bénéficier du degré de bien-être physique et mental le plus élevé tout au long de son existence. Il importe aussi d'évaluer la réalisation des objectifs suivants: l'accès universel à des soins tenant compte des besoins spécifiques des femmes, et notamment à des services de santé en matière de sexualité et de procréation, étant entendu que l'accès universel à ces soins devra être réalisé en 2015 compte tenu notamment de la propagation du VIH/SIDA, l'élaboration et l'exécution de programmes visant la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelles, l'accroissement du pourcentage d'accouchements assistés par des personnes qualifiées, la mise en place d'un planning familial et de méthodes contraceptives sûres et efficaces ainsi que la réduction des risques de contamination des jeunes par le VIH/SIDA, l'élaboration et l'exécution de programmes visant à encourager l'adoption par les hommes d'un comportement sain et responsable en matière de sexualité et de procréation et l'utilisation de méthodes efficaces de prévention des grossesses non désirées et des infections sexuellement transmissibles, notamment le VIH/SIDA.
4. **La violence à l'égard des femmes:** l'évaluation devra permettre de savoir dans quelle mesure la violence à l'égard des femmes, notamment les coups, la violence domestique, la violence et l'exploitation sexuelles, la prostitution forcée et le harcèlement sexuel, les préjugés culturels, les conflits armés ou encore le nettoyage ethnique sont combattus et éliminés. Elle devra aussi faire ressortir le degré de prise en compte, dans les politiques et les programmes mis en œuvre, des déséquilibres entre les sexes en ce qui concerne les responsabilités domestiques, les soins aux enfants, aux malades et aux personnes âgées ainsi que s'attacher à concilier responsabilités professionnelles et responsabilités familiales.

5. **Les femmes et les conflits armés:** il faudra évaluer dans quelle mesure des politiques et des programmes appropriés prennent en charge la question de la violence à l'égard des femmes dans les situations de conflit armé
6. **Les femmes et l'économie:** l'évaluation devra être centrée sur l'intégration d'une perspective «genre» dans les grandes mesures macroéconomiques et sociales ainsi que dans les programmes nationaux de développement ainsi que sur la conception, l'élaboration, l'adoption et l'exécution de tous les processus budgétaires requis pour promouvoir une affectation équitable des ressources budgétaires en vue de favoriser l'égalité entre les sexes et les programmes de développement qui renforcent l'autonomisation de la femme et élaborer des outils et des mécanismes analytiques et méthodologiques de suivi et d'évaluation
7. **Les femmes et la prise de décision:** il s'agira d'évaluer les résultats obtenus en ce qui concerne l'égalité entre hommes et femmes dans la participation à la prise de décisions dans les structures politiques, y compris en matière de consolidation de la paix, et dans les secteurs privé et public
8. **Les mécanismes institutionnels de promotion de la femme:** l'évaluation sera consacrée aux progrès accomplis en ce qui concerne le **niveau** d'engagement politique à l'égard du mécanisme national de promotion de la femme du point de vue de son statut et des ressources financières et humaines qui lui ont été allouées pour lui permettre de jouer son rôle en matière d'élaboration d'adoption et de suivi des politiques de promotion de la femme ainsi que l'appui au renforcement des capacités nécessaires à l'intégration d'une perspective «genre» et à l'émancipation des femmes etc
9. **Les droits fondamentaux des femmes:** l'évaluation devra porter sur les progrès enregistrés eu égard à la mise en place avant 2005, d'un cadre juridique non discriminatoire et favorisant l'égalité entre les sexes par la révision de la législation et l'abrogation des dispositions discriminatoires qu'elle renferme, notamment en ce qui concerne l'accès à la terre, l'accès aux ressources économiques et le contrôle de celles-ci, les droits de succession, etc Il importera aussi d'évaluer les succès obtenus dans le cadre des politiques, des mesures et des programmes visant à faire en sorte que la maternité, l'éducation des enfants et la procréation ne soient pas une source de discrimination et ne restreignent pas la pleine participation des femmes à la vie sociale
10. **Les femmes et les médias:** l'évaluation portera sur les progrès accomplis en ce qui concerne le degré d'accès des femmes à la libre expression et à la prise de décisions dans les médias ainsi qu'à travers l'utilisation des médias et des nouvelles technologies de la communication Il y aura également lieu d'évaluer les progrès enregistrés par les médias en ce qui concerne la promotion d'une image de la femme qui soit équilibrée et dénuée de stéréotypes. Ce faisant, il s'agira d'examiner le rôle que jouent les gouvernements, les systèmes nationaux et internationaux de médias, les organismes s'occupant de publicité, les associations professionnelles des médias et les organisations non gouvernementales afin d'atteindre ces objectifs
11. **Les femmes et l'environnement:** il conviendra d'évaluer la reconnaissance et l'intégration du savoir et des priorités des femmes dans la protection et la gestion des ressources naturelles Il importera aussi de savoir dans quelle mesure les programmes et les infrastructures mis en place face à des situations de catastrophe et d'urgence qui menacent l'environnement, la sécurité des moyens de subsistance des personnes et la gestion de leurs besoins vitaux répondent aux besoins et aux préoccupations des femmes
12. **La petite fille:** l'évaluation devra être centrée sur le degré d'élimination des discriminations à l'égard de la petite fille, notamment dans les domaines de l'enseignement, de la formation professionnelle, mais aussi de la santé et de la nutrition. En outre, il y aura lieu de mettre l'accent sur les efforts entrepris en vue d'éliminer les préjugés et les pratiques culturelles qui s'exercent au détriment de la petite fille, l'exploitation économique du travail des enfants et la violence à l'égard de la petite fille Il importera également d'évaluer les progrès

enregistrés en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de la petite fille, la sensibilisation accrue concernant la satisfaction de ses besoins et l'accomplissement de son potentiel, la promotion de sa sensibilisation à la participation à la vie sociale, économique et politique et le renforcement du rôle de la famille dans l'amélioration de la condition de la petite fille

Autres questions devant être évaluées

- **Les femmes et les filles handicapées:** les politiques et les programmes publics doivent être évalués pour déterminer s'ils tiennent compte des besoins des femmes et des filles handicapées, notamment en ce qui concerne l'accès à l'enseignement à tous les niveaux, aux soins et aux services de santé ainsi qu'à l'emploi, la protection et la promotion de leurs droits fondamentaux et l'élimination des inégalités entre les hommes et les femmes handicapés et l'intégration de celles-ci dans les activités de développement
- **Les connaissances basées sur la recherche et les données ventilées par sexe:** l'évaluation permettra de savoir dans quelle mesure les bureaux nationaux de la statistique bénéficient d'un appui institutionnel et financier pour la collecte, la compilation et la diffusion de données ventilées par sexe, par âge, etc. Il conviendra d'évaluer les progrès accomplis en matière de renforcement des capacités nationales de mener des études d'impact et des recherches concrètes sur l'équité entre les sexes, dans les universités et les établissements nationaux de recherche et de formation, dans le but de faciliter l'élaboration de politiques documentées tenant compte des spécificités des deux sexes
- **Les mécanismes de suivi permettant d'évaluer les progrès accomplis:** ces mécanismes doivent être évalués dans divers secteurs
- **Les mécanismes de renforcement de l'existence et de l'obligation redditionnelle:** il y aura lieu de vérifier leur existence et leur degré d'application
- **L'allocation des ressources:** il conviendra de savoir dans quelle mesure les ressources allouées à l'exécution du Programme d'action et au renforcement des capacités en matière d'intégration de l'approche «genre» dans divers secteurs sont suffisantes

III. Le Programme de suivi et d'évaluation du Plan d'action africain pour la période 2000-2004

En prévision de l'exercice d'évaluation élaboré dans le cadre de Beijing + 10, le Centre africain pour le genre et le développement a élaboré, conformément au mandat qui lui a été assigné, à savoir aider les Etats membres à renforcer leurs capacités de suivi et d'évaluation, un Programme de suivi et d'évaluation (PSE) de la mise en œuvre du Programme d'action africain visant à accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. Le plan d'action africain précise bien que les politiques nationales de promotion de la femme sont une condition préalable favorisant le succès du Programme d'action. ***Le Programme de suivi et d'évaluation est centré sur le suivi et l'évaluation 2002-2004 des politiques nationales de promotion de la femme dans les pays participants. Il évaluera l'efficacité de ces politiques en ce qui concerne la promotion de l'intégration de l'approche «genre» dans tous les secteurs et leur degré d'application dans divers secteurs.*** Ce programme vise aussi à suivre et à évaluer l'existence de la capacité fonctionnelle des mécanismes institutionnels qui doivent être mis en place en vue de faciliter l'exécution des politiques nationales de promotion de la femme. A sa réunion ordinaire tenue en novembre 2001, le Comité «Femmes et développement» a approuvé le Programme de suivi et d'évaluation. Celui-ci a été lancé en 2002.

Compte tenu de l'insuffisance des ressources 21 pays, actuellement membres du Comité, ont été choisis pour participer au Programme. Finalement, 19 pays y ont pris part. Conformément aux règles régissant les élections au sein du Comité, ces pays représentent les cinq sous-régions de l'Afrique. Chaque pays a ainsi été invité à nommer des responsables du suivi et de l'évaluation, dont le profil avait été défini au préalable, au sein des ministères de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, de la santé, de la planification, des finances, et de la promotion de la femme ainsi que l'ONG responsable de la coordination au niveau national. Sept responsables principaux représentant chacun de ces pays ont participé aux ateliers de formation sur le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des domaines prioritaires du Plan d'action africain. Ils ont aussi suivi une formation concernant la préparation des rapports sectoriels semestriels de suivi qui feront ressortir le degré de l'intégration de l'approche «genre» dans les ministères/institutions et permettront de déterminer les disparités existantes. Sur la base des rapports sectoriels, des rapports nationaux de synthèse seront préparés et transmis à la CEA par le biais des ministères responsables de la promotion de la femme. Les rapports périodiques de suivi apporteront une contribution importante à l'évaluation des politiques nationales de promotion de la femme qui sera conduite au niveau national entre août et décembre 2003.

IV. Comment mesurer et présenter les inégalités de genre : L'indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA)

L'indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA), élaboré par la CEA, sera présenté dans un des documents qui seront soumis lors de la réunion régionale de Beijing plus dix. L'IDISA constitue le troisième outil qui sera utilisé par la CEA pour l'évaluation de l'impact des politiques et des programmes nationaux du point de vue de l'égalité entre les sexes et pour le suivi des progrès réalisés en Afrique, pour atteindre les objectifs prioritaires visant à réduire les inégalités de sexes, définis dans les différentes conventions signées par les États membres, telles que les Plate-formes d'Actions de Dakar et de Beijing, ou encore la Déclaration sur le Millénaire. L'indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) est un indicateur composite qui comprend deux parties : un indice sur la condition de la femme (ICF) et un Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique (TBPFA). La première composante permet de mesurer, par le biais des indicateurs *quantitatifs*, déjà disponibles ou facilement calculables, les inégalités entre les sexes, dans l'éducation, la santé, le revenu, l'utilisation du temps, l'emploi, l'accès aux ressources et les inégalités par rapport à la représentation dans la prise de décision politique, que ce soit dans les sphères formelles ou informelles. Quant au tableau de bord, la deuxième composante, il s'agit d'un outil simple qui permet d'appréhender essentiellement les aspects *qualitatifs* du renforcement et de l'avancement de la situation de la femme.

Durant la conférence régionale, seront présentés les rapports portant les résultats de l'ICF et du TBPFA, de 13 pays, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Gabon, Ghana, Égypte, Éthiopie, Madagascar, Mozambique, Afrique du Sud, Tanzanie, Tunisie et Ouganda. Les statistiques ont pu être collectées grâce aux travaux de recherche effectués par des institutions de recherche nationales et grâce aux consultations régulières des décideurs et acteurs locaux engagés dans les secteurs concernés.

V. Modalités d'évaluation aux niveaux national, sous-régional et régional

a) Examen et évaluation par les gouvernements

(i) Au niveau national

La CEA et la Division de la promotion de la femme à New York accordent un intérêt primordial à l'harmonisation du processus d'examen et d'évaluation et à la réduction des doubles emplois. Il a donc été décidé que les Commissions régionales et la Division élaboreraient conjointement un questionnaire qui servirait de cadre pour ce processus. Le questionnaire devrait être finalisé et diffusé en septembre 2003 à tous les pays par la Division de la promotion de la femme. Les rapports nationaux d'évaluation devront donc être élaborés sur la base du questionnaire.

Le processus d'évaluation de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing devra être mené à bien entre septembre et décembre 2003. Toutes les données et informations seront recueillies, analysées et synthétisées au cours de cette période. Un comité technique national pluridisciplinaire et plurisectoriel devra être créé en vue de conduire le processus d'évaluation et d'élaborer le rapport au niveau technique. Une réunion nationale des parties concernées devra être convoquée par le Comité technique national entre janvier et février 2004 dans le but de valider le rapport d'évaluation. Le rapport national d'évaluation devra être soumis aux Bureaux sous-régionaux (BSR) de la CEA en mars 2004. Le même rapport devra être directement transmis à la Division de la Promotion de la Femme² à New York, une copie étant adressée à la CEA/CAGED.

Les pays participants³ au Programme de suivi et d'évaluation du Plan d'action africain, présenteront un deuxième rapport aux Bureaux sous-régionaux. Ce deuxième rapport national établira la synthèse de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action africain dans les domaines choisis conformément au Programme de suivi et d'évaluation. Ce rapport devra être transmis à la CEA/CAGED.

On compte que les organismes spécialisés de l'ONU ainsi que d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux contribueront activement au processus d'évaluation.

(ii) Au niveau sous-régional

La CEA, à travers ses bureaux sous-régionaux, organisera des réunions d'évaluation au niveau des sous-régions, afin de discuter et de faire émerger un consensus par rapport aux questions prioritaires portant sur le genre. Pour ce faire, des rapports sur l'évaluation nationale de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing seront soumis aux Bureaux sous-régionaux à la fin du mois de février 2004. Les résultats de ces rencontres seront soumis à une réunion sous-régionale d'examen et d'approbation, qui se tiendra dans le cadre du Comité intergouvernemental d'experts de la CEA.

² La Division de la Promotion de la Femme, à New York, est le secrétariat de la Commission sur le Statut de la Femme. Son adresse est : DPF, Département des Affaires économiques et sociales, les Nations Unies, 2 UN Plaza, Room 1250, New York, Tél. 1-212-963 3104, Fax 1-212-963 3463.

³ Soudan, Bénin, Togo, Burkina-Faso, Nigéria, Cameroun, Tchad, Congo, Gabon, Tanzanie, Djibouti, Seychelles, Angola, Comores, Botswana, Swaziland, Zimbabwe et Zambie.

Les réunions d'évaluation seront organisées au niveau des experts des sous-régions. Les participants comprendront

- Des représentants des ministères tels que les ministères de la condition de la femme et du genre, des finances, de la planification, de l'agriculture, de la santé, du commerce et de l'industrie. Ces ministères ont été spécialement choisis afin de mettre en lumière les questions de genre à promouvoir. Chaque pays devrait déléguer, à ses frais, huit à dix participants à cette réunion statutaire.
- Des représentants des communautés économiques régionales
- Les ONG qui sont membres du Comité «Femme et développement», au niveau des sous-régions

(iii) Au niveau régional

Le CEA/CAGED établira une synthèse des rapports sous-régionaux d'évaluation et la présentera à la septième Conférence régionale africaine sur les femmes en novembre 2004. La septième Conférence régionale africaine sur les femmes se tiendra au niveau ministériel. D'autres participants seront issus des organisations intergouvernementales sous-régionales et régionales et des organismes des Nations Unies en Afrique. Ces institutions présenteront elles-mêmes leurs rapports directement lors de la Conférence.

La septième Conférence régionale sur les femmes examinera les rapports régionaux d'évaluation et facilitera l'établissement d'un consensus régional sur les questions prioritaires concernant l'équité entre les sexes à l'échelon régional et la marche à suivre. Les conclusions de la Conférence constitueront l'apport de l'Afrique au processus d'examen global de Beijing + 10.

(b) Le processus d'examen et d'évaluation par les ONG

(i) Au niveau national

Conformément à la décision prise par le Bureau du Comité «Femmes et développement», lors de sa réunion des 16 et 17 septembre 2003, il est demandé aux ONG d'organiser leur propre processus d'examen et d'évaluation au niveau national (de chaque pays), afin de pouvoir soumettre un rapport national des ONG, au comité sous-régional d'organisation de la réunion des ONG. Parallèlement, les ONG de chaque pays devront choisir l'ONG qui les représentera au sein des différents comités sous-régionaux d'organisation des réunions. Les rapports nationaux des ONG devront être présentés, à travers les bureaux sous-régionaux de la CEA, aux comités sous-régionaux des ONG, au mois de décembre 2003.

(ii) Au niveau sous-régional

Les comités sous-régionaux des ONG devront être créés au plus tard fin novembre 2003. Ils seront composés des ONG choisies pour représenter leur pays, ainsi que des ONG qui sont actuellement membres du Comité. Ces comités devront tenir leur première réunion en janvier 2004 dans le but d'élire leurs bureaux et d'arrêter le calendrier concernant le processus d'examen et d'évaluation. Cette première réunion sera initialement présidée par la CEA/CAGED. Elle sera ensuite prise en charge par le Président et le bureau du Comité d'organisation. Les comités sous-régionaux des ONG discuteront et établiront l'ordre du jour des réunions sous-régionales d'examen et d'évaluation, et répartiront les responsabilités entre les membres en vue de préparer les documents techniques. A cet effet, le principal document sera la synthèse des rapports nationaux des ONG. Les dates des réunions sous-régionales d'examen et d'évaluation des ONG seront fixées lors de la première réunion et celles-ci devront se tenir avant les réunions sous-régionales intergouvernementales.

d'examen et d'évaluation de telle sorte que les rapports des ONG puissent être présentés à cette conférence intergouvernementale. Les résultats de ces réunions sous-régionales des ONG devront être présentés également au Comité régional des ONG.

(iii) Au niveau régional

Le comité régional des ONG sera constitué des bureaux des comités sous-régionaux des ONG. Le comité régional se réunira pour préparer la tenue de la conférence régionale des ONG au mois d'août 2004, en se fixant les objectifs et l'ordre du jour et en répartissant les responsabilités pour la préparation des documents techniques. Le principal document qui sera présenté à cette conférence régionale sera la synthèse des rapports des réunions sous-régionales des ONG. Cette conférence régionale devra se tenir juste avant la tenue de la septième Conférence africaine sur les femmes afin que ses conclusions puissent être présentées lors de cette septième conférence.

VI. Les liens entre le processus d'évaluation africain et le processus d'évaluation mondial

a) Les résultats du processus d'examen et d'évaluation africain

Les résultats du processus d'examen et d'évaluation en Afrique seront discutés et approuvés durant la septième Conférence régionale africaine sur les femmes qui se tiendra en novembre 2004. Cette Conférence se penchera sur toutes les données fournies par les institutions intergouvernementales, sous-régionales et régionales, les ONG et les organismes spécialisés des Nations Unies en Afrique. Il est essentiel que tout au long du processus d'évaluation, il n'y ait aucune possibilité de revenir sur aucune décision prise au cours des conférences passées. Même si des insuffisances sont relevées en ce qui concerne la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, il importera de les traiter en tenant compte des politiques existantes, des conventions internationales et des plans d'action mis en place aussi bien au niveau régional que mondial.

Le Comité «Femmes et développement» devrait officiellement demander à la Commission de la condition de la Femme d'envisager d'intégrer les conclusions du processus d'examen et d'évaluation en Afrique aux documents officiels de la Commission lors de sa réunion de mars 2005.

(b) Au niveau mondial

Le rapport régional sur le processus d'examen et d'évaluation de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing sera examiné par la Commission de la condition de la femme, en mars 2005. Néanmoins, au niveau du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale des Nations Unies, la démarche à suivre et les actions ultérieures n'ont pas été encore arrêtées. Un rapport du groupe de travail ad hoc de l'Assemblée générale, chargé d'assurer la coordination et l'adoption d'une approche intégrée dans la mise en œuvre et le suivi des principales conventions des Nations Unies, a suggéré la possibilité d'organiser une rencontre de haut niveau sur la Déclaration et les objectifs du Millénaire. Dans un souci de simplification et d'harmonisation des processus de suivi au sein des Nations Unies, l'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et des objectifs du Millénaire peut être combiné avec celui du Programme d'action de Beijing et des recommandations de la conférence internationale sur la population et le développement. Des discussions ultérieures au niveau du Conseil économique et social pourront fournir de plus amples informations sur la démarche à suivre.

Annexe 8 Discours de Madame Marie Gorethi, Ministre burundais de l'action sociale et de la promotion de la femme à l'occasion de la clôture des travaux de la réunion du Bureau du Comité «Femmes et développement»

Excellences Mesdames les Ministres,

Mesdames Messieurs les membres du corps diplomatique et consulaire,

Mesdames Messieurs les représentants des agences des Nations Unies,

Madame la Directrice du Centre africain pour le genre et le développement,

Mesdames. Messieurs les experts de pays membres du Bureau du Comité «Femmes et développement»,

Distingués invités Mesdames, Messieurs,

C'est encore une fois un honneur pour moi de me retrouver devant vous dans cette salle de la CEA pour procéder à la clôture de notre réunion du Bureau du Comité «Femmes et développement»

J'aimerais remercier très sincèrement vous tous qui avez participé à la réunion. Mes remerciements vont particulièrement aux Ministres qui ont bien voulu accompagner par leur présence active le déroulement de tous les travaux. Nous disons également un grand merci à la CEA pour son organisation et tout l'appui logistique sans faille mise à notre disposition. Que toutes les agences des Nations Unies qui ont bien voulu s'associer au Bureau pour montrer le pas déjà franchi ou nous faire un clin d'œil dans la préparation du processus d'évaluation de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing trouvent ici mes sincères remerciements.

Excellences Mesdames, Messieurs,

Le Comité étant le seul organe pouvant produire un cadre d'échanges vient d'être complété avec la plus grande objectivité par cinq ONG nationales, cinq ONG sous-régionales, trois ONG continentales, cinq ONG spécialisées et par des experts de grande renommée, comme il se doit. Nous pouvons nous permettre ainsi d'espérer que ce nouveau Comité complet, étant donné la période dans laquelle il est appelé à œuvrer, celle de préparer Dakar et Beijing + 10, devra impulser la spécificité africaine. Le CAGED qui a initié l'IDISA mérite bien beaucoup de félicitations du bureau. C'est un outil très important qui permettra à la fois d'évaluer le travail de la femme et l'intérêt que les pays lui accordent, de même qu'il servira comme un important instrument de plaidoyer qui pourra même influencer l'allocation des ressources et dans bien d'autres domaines les plus sensibles. Une fois acceptée par les pays africains comme devant mesurer leurs efforts, il fera partie du NEPAD qui devrait poursuivre les efforts de la CEA. Cependant, il ne faut pas négliger que, quoiqu'instrument efficace, il présente quelques limites auxquelles il faudra penser à remédier. En effet, il ne peut résoudre tous les problèmes comme celui lié à la race, la classe, l'ethnie.

Toutefois, nous exhortons les chargés du programme à ce que l'IDISA soit une réalité avant Beijing + 10. Le processus d'évaluation décennale de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing doit attirer une attention spéciale pour les pays africains. Il devra sans doute s'intéresser, non seulement aux douze domaines jugés prioritaires, mais aussi déterminer si leur pertinence reste continue et d'actualité. Pour ce qui est des progrès atteints, l'évaluation pourra nécessairement se prononcer sur leur pérennité probable. Il ne devra pas négliger les questions des dix dernières années comme la modernisation des quartiers pauvres et urbains, essentiellement en améliorant les conditions de vies surtout au niveau de l'habitat.

Le processus soumis au Bureau apparaît complexe, certes, mais il est plus efficace. Nous devons informer nos pays, nos sous-régions et les exhorter à respecter l'agenda convenu. Sans ignorer la responsabilité individuelle

de chacun, la CEA, nous en sommes convaincus, va pousser et accompagner l'Afrique pour l'harmonisation et la légalisation des procédures préparatoires ainsi que le respect du rendez-vous mondial de Beijing + 10. Ainsi donc les recommandations qui seront dégagées lors de l'évaluation de la septième Conférence africaine devront constituer notre contribution et devront être prises en compte au cours de l'évaluation internationale, étant entendu la spécificité de notre région.

Excellences Mesdames, Messieurs,

Le Comité compte beaucoup sur la grande Union africaine car ses débuts s'annoncent déjà très prometteurs. Nous espérons qu'elle sera à l'écoute de tous et des femmes et que ses programmes comme ses activités à court terme prendront toujours en compte les grandes questions de genre.

L'intérêt manifeste des agences des Nations Unies et toutes leurs recommandations émises pour le bon déroulement du processus préparatoire à la septième Conférence africaine et à Beijing + 10 sont un apport précieux. Nous osons espérer que les résultats de la concertation avec la CEA au sujet de la question des financements seront positifs. Cependant, nous reconnaissons que ce sera déjà un pas en avant et un bon début. Evidemment aussi, nous savons bien qu'un effort supplémentaire sera fait au niveau de l'affectation des priorités.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Avant de mettre un point final à nos travaux, je m'en voudrais de ne pas réitérer mes sincères félicitations à la CEA pour tout ce qui a été mis à notre disposition. Nous disons merci à tout un chacun, spécialement aux Éthiopiens tant pour l'accueil que pour leur hospitalité. Je ne manquerai pas de vous féliciter Mesdames, Messieurs, pour le travail accompli et l'atmosphère de convivialité qui ont caractérisé le déroulement des travaux. Nous osons alors espérer que la mise en œuvre des recommandations ne rencontrera aucun obstacle. Enfin permettez-moi de remercier les autorités de nos pays pour l'intérêt accordé à la promotion de la femme et aux questions de genre. La présence ici des Ministres est très éloquente.

C'est sur cette note de remerciements que je déclare close la réunion du Bureau du Comité «Femmes et développement».

Je vous remercie

Annexe 9: Liste des participants**BURUNDI**

- 1 Son Excellence
Mme Marie Gorethi Nduwimana
Ministre de l'action sociale et de la promotion de la femme
Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme
Boulevard de l'Uprona. Building Nyogozi,
3ème étage
Boite postale 2690
Bujumbura, République du Burundi
Tel 257-222431
Fax 257-216102
Email mnaspf@cni.cbinfo.com
- 2 Mme Scholastique Ntirameba
Directeur Général au Ministère
Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme
Boulevard de l'Uprona. Building Nyogozi
3ème étage
Boite postale-216102
Email mnaspt@cni.cbinfo.com
- 3 **CONGO**
Mme Jeanne Francoise Leckomba Loumeto
Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'agriculture, de l'élevage de la pêche et de la promotion de la femme chargée de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement
Ministère de l'agriculture, de l'élevage de la pêche et de la promotion de la femme
Brazzaville, République du Congo
Tel 242 516830/221800
Email jfleckomba@yahoo.com
- 4 Mme Louise Thérèse Botaka Mengha
Directrice Générale de la Promotion de la Femme
Ministère de l'agriculture, de l'élevage de la pêche et de la promotion de la femme
Brazzaville, République du Congo
Tel 242 515823/824622
Email lbotaka@yahoo.fr
- 5 Mme Beatrice Mpassi
Directrice des Etudes et de la Planification

Ministère de l'agriculture, de l'élevage de la pêche et de la promotion de la femme
Brazzaville, Republic of Congo
Tel 242 563159
Email b_chrislaure_fr2003@yahoo.com

- 6 Mme Cornélie Adou Ngapi
Directrice de la Formation, de l'Animation et de la Vulgarisation
Ministère de l'agriculture, de l'élevage de la pêche et de la promotion de la femme
Brazzaville, République du Congo
Tel 242 560586
Fax 242
Email cornelie_adoungapi@yahoo
- 7 Mme Gabrielle Olea
1^{er} Conseiller près l'Ambassade du Congo
Addis Ababa
Tel 182938/261885
Email oleagabrielle2001@yahoo.fr

ÉGYPTE

- 8 M Mohamed Kadah
Liaison Officer for ECA
Embassy of the Arab Republic of Egypt
Addis Ababa, Ethiopia
Tel 251-1-553077
Fax 251-1-552722

GHANA

- 9 His Excellency
Mr John E Aggrey
Ghana's Ambassador to Ethiopia
African Union and the UN-ECA
Tel 251-1-711402
Fax 251-1-712349/712511
- 10 Mrs Catherine Adu-Boadi
Ministry of Women's and Children Affairs
Accra, Republic of Ghana
Tel 233 21 -688184
Fax 233-21-688182
Email caabgh@yahoo.com
- 11 Mr Ernest Amporful
First Secretary
Embassy of the Republic of Ghana
Addis Ababa
Tel 251-1-711402
Fax 251-1-712349/712511

Email amporful@hotmail.com

Fax 258-1-408232

LESOTHO

12 Ms Matau Futho-Letsatsi
Director of Gender
Ministry of Gender, Youth and Sports
Box 729
Maseru-100, Kingdom of Lesotho
Tel 266-522 11 400/22 326465
Fax 266-310-506
Email mataufutho@hotmail.com

MOZAMBIQUE

13 Her Excellency,
Ms Virgilia Bernanda Neto Alexandre
dos Santos Matabele
Minister of Women and Social Action
Coordination
Ministry of Women and Social Action
Coordination
Rua No 86 C P 516 – Rua de Tchamba
Nº86
Maputo, Republic of Mozambique
Tel 258-1-49 09 21
Fax 258-1-49 27 57

14 Mrs Agueda Nhantumbo
Executive Secretary
Operative Group of Women Advancement
Maputo, Mozambique
Tel 258-1- 310650
Fax 258-1-310650
E-mail lececiame@hotmail.com

15 Mrs Josefa V L Langa
Deputy Director
National Institute for Social Actions
Maputo, Republic of Mozambique
Tel 258-1- 312045/7
Fax 258-1-312047
E-mail jollanga@hotmail.com

16 Ms Ana Cristina Monteiro
Forum Mulher
Coordination for Women in Development
P O Box 3632
Maputo, Republic of Mozambique
Tel 258-1- 493437/408232

AFRIQUE DU SUD

17 Her Excellency
Ms Cheryl Gillwald
Deputy Minister for Justice and
Constitutional Development
Ministry for Justice and Constitutional
Development
Private Bag X 9135
Cape Town, Republic of South Africa
Tel 2721 4671750
Fax 2721-4671732
Email cgillwald@justice.gov.za

18 Mr Blendynn Williams
Deputy Director
Ministry for Justice and Constitutional
Development
Private Bag X 9135
Cape Town, Republic of South Africa
Tel 27-21-4671750
Fax 27-21-4671732
Email bwiliams2@justice.gov.za

19 Dr Ellen Kornegay
Head of -Programmes and
Policy Unit
The Presidency
Private Bag X911
Pretoria, Republic of South Africa
Tel 27-12-300-5380
Fax 27-12-326-4176
Email ellen@po.gov.za

20 Ms Mandy Stilwell
Third Secretary (Political)
South African Embassy
P O Box 1091, Addis Ababa
Tel. 251-1-713034
Fax 251-1-711-330
Email sa_embassy_addis@telecom.net.et

UNION AFRICAINE

21 Mrs. Yetunde Teriba
Research and Communication Officer
Women, Gender and Development
African Union (AU)

P O Box 3243
Addis Ababa, Ethiopia
Tel 251-1-517700
Fax 251-1-512622
yetundeteriba@hotmail.com

ORGANISMES SPÉCIALISÉS DES NATIONS UNIES

22 Ms Viola Morgan
Senior Gender Programme Manager
Strategic and Regional Initiatives United Nations Regional Bureau for Africa, UNDP
One UN Plaza, (DC1-Rm 2446)
New York NY 10017, USA
Tel (212) 906 5980
Fax 212-906-5974
Viola.morgan@undp.org

23 Ms Yoko Harada
UNDP
Addis Ababa
Tel 251-1-444236
Fax 251-1-515147
yoko.harada@undp.org

24 Mr Strike Mkandla (Ph D)
UNEP Representative to AU, ECA,
Ethiopia
4th Floor, ECA New Building
P O Box 3001, Addis Ababa, Ethiopia
Tel 251-1-445402
Fax 251-1-521633
smkandla@uneca.org

25 Ms Lucia Kiwala
Chief, Gender Mainstreaming Unit
United Nations Human Settlement Programme (UN-HABITAT)
P O. Box 30030
Nairobi, Kenya
Tel 254-20623025
Fax 254 20623080
lucia.kiwala@unhabitat.org

26 Mrs Chali Tumelo
Senior Advisor
Network Management and Development for
Eastern and Southern Africa

International Telecommunication Unit
(ITU)
Regional Office for Africa
Addis Ababa, Ethiopia
Tel 251 1 514977/514855
Fax 251 1 517299
Email chali.tumelo@itu.int

27 Ms Diana E Tempelman
Senior Officer
Gender and Development
FAO Regional Office for Africa
P O Box 1628
Accra, Ghana
Tel 233 21 675000/7010930 ext 3131
Fax 233 21 668427/7070943
Email Diana.Tempelman@fao.org

28 Dr Meera Sethi
Representative
IOM Addis Ababa
P O Box 25283 code 1000
Tel 251-1-504028
Fax 251-1-514900
Email IOM.meera.sethi@wfp.org

29 Ms Sara Mohammed
Program Assistant
IOM Addis Ababa
P O Box 25283 code 1000
Tel 251-1-515188 ext 2297
Fax 251-1-514900
Email IOM.sara.mohammed@wfp.org

INVITÉS D'HONNEUR

30 Ms Joanna Foster
Chairperson & Co-founder
African Women's Development Fund (AWDF)
P M B CT 89 Cantonments
Accra, Ghana
Tel 233-21-782-502
Fax 233-21-782-502
Email awdf@awdf.org

SECRÉTARIAT DE LA CEA

31 Ms Joséphine Ouedraogo
Director
Economic Commission for Africa

African Center for Gender and
Development (ACGD)
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445365
Fax 251 1 512785
Email jouedraogo@uneca.org

African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel. 251 1 445365
Fax 251 1 512785
Email sadenab@uneca.org

32 Ms Hilda Tadria
Regional Advisor - Economic
Empowerment of Women
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445365 / Fax 251 1 512785
Email htadria@uneca.org

37 Ms Hannah Tiagha
Social Affairs Officer
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445365
Fax 251 1 512785
Email Htiagha@uneca.org

33 Dr Wambui Karanja
Senior Economic Affairs Officer
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251-1-443353
Fax 251-1-512785
Email wkaranja@uneca.org

38 Ms Houda Mejri
Information and Communication Officer
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445365
Fax 251 1 512785

34 Mr Alfred Latigo
Senior Economic Affairs Officer
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development (ACGD)
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 443445
Fax 251 1 512785
Email alatigo@uneca.org

39 Ms Irene Lomayani
Social Affairs Officer
Economic Commission for Africa
Subregional Office/Southern Africa
Lusaka, Zambia
Tel 260-1-228-503/231-062
Fax. 260-1-236-949
Email ilomayani@uneca.org

35 Ms Thokozile Ruzvidzo
Senior Economic Affairs Officer
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251-1-443445
Fax 251-1-512785
Email Truzvidz@uneca.org

40 Ms Eva Kiwango
Social Affairs Officer
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445365
Fax 251 1 512785
Email Ekivango@uneca.org

36 Ms Souad Abdennebi
Regional Advisor -Women's Rights
Economic Commission for Africa

41 Ms Emelamg Leteane
Associate Affairs Officer

- Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251-1-445365
Fax 251-1-512785
Email eleteane@uneca.org
- 42 Mr Omar Ismael Abdourahman
Economic Affairs Officer
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 443429
Fax 251 1 512785
Email oabdourahman@uneca.org
- 43 Mr Alemayehu Haile
Program Management Officer
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445365
Fax 251 1 512785
Email ahaile@uneca.org
- 44 Ms. Saskia Ivens
Associate Expert
ECA Subregional Office/Southern Africa
Lusaka, Zambia
Tel 260-1-228-503/231-062
Fax 260-1-236-949
Email sivens@uneca.org
- 45 Mr Amare Bekele
Research Assistant
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445365
Fax 251 1 512785
Email abekele@uneca.org
- 46 Mrs Nyasha Madzingira
Consultant
Economic Commission for Africa
- African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445450
Fax 251 1 512785
Email nmdzingira@uneca.org
- 47 Mr Tadesse Alemu
Documentalist
African Center for Gender and
Development
United Nations Economic Commission for
Africa
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445365
Fax 251 1 512785
Email talemu@uneca.org
- 48 Mr Ayalew Ejigu
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development (ACGD)
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445675
Fax 251 1 512785
Email: aejigu@uneca.org
- 49 Ms Misrak Worku
Secretary
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and
Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445365
Fax 251 1 5127
Email mworku@uneca.org
- 50 Ms Tselote Minasse
Secretary
Economic Commission for Africa
African Center for Gender and Development
P O Box 3005, Addis Ababa
Tel 251 1 445365
Fax 251 1 5127
Email tminasse@uneca.org

Annexe 10 : Genèse de la composition du Comité

	1979-1980	1981-1982	1983-1984	1985-1986	1987-1988	1989-1991	1992-1995	1996-1998	1999-2002	2002-2004
MEMBRES DU COMITÉ										
Afrique du Nord	Maroc Soudan Tunisie Mauritanie	Soudan Libye Tunisie	Égypte Maroc Tunisie	Algérie Égypte Maroc	Egypte Mauritanie Tunisie	Égypte Mauritanie Maroc Libye	Algérie Maroc Tunisie	Algérie Maroc Tunisie	Egypte Soudan Maroc	Algérie Égypte Libye
Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire Sierra Leone Sénégal	Gambie Ghana Mali	Guinée Guinée-Bissau Togo	Burkina Faso Guinée Togo	Benin Ghana	Benin Ghana	Burkina Faso Niger Nigeria	Côte d'Ivoire Nigeria Sénégal	Benin Burkina Faso Togo Côte d'Ivoire Nigeria	Benin Cap Vert Gambie Ghana Nigeria
Afrique centrale	Cameroun République centrafricaine Congo	Cameroun République centrafricaine Congo	Congo Gabon Sao Tomé-et-Principe	Congo Guinée équatoriale Gabon	Tchad Cameroun Guinée équatoriale	Tchad Cameroun Guinée équatoriale	Cameroun République centrafricaine Congo	République centrafricaine Cameroun Congo	Tchad Gabon Cameroun Congo	République centrafricaine Congo Guinée équatoriale Gabon
Afrique de l'Est	Burundi Rwanda Zaire	Burundi Rwanda Zaire	Burundi Rwanda Zaire Ethiopie	Burundi Rwanda Tanzanie Zaire	Burundi Comores Kenya Rwanda Zaire	Kenya Rwanda Zaire	Burundi Rwanda Zaire	Burundi Ethiopie Congo Kenya Rwanda Tanzanie	Comores Djibouti Seychelles Tanzanie	Burundi Republique démocratique du Congo Erythrée Tanzanie
Afrique australe	Botswana Maurice Zambie	Lesotho Malawi Mozambique	Swaziland Seychelles	Malawi Zimbabwe	Zimbabwe	Zimbabwe	Namibie Ouganda Zambie	Afrique du Sud Zambie Zimbabwe	Angola Botswana Swaziland Zimbabwe Zambie	Lesotho Maurice Madagascar Mozambique Zambie
MEMBRES DU BUREAU										
Président	Cameroun	Cameroun	Guinée	Burundi	Ghana	Ghana	Nigeria	Tunisie	Zimbabwe	Egypte
Premier Vice-Président	Zambie	La Gambie	Swaziland	Tanzanie	Tunisie	Tunisie	République centrafricaine	Rwanda	Cameroun	Burundi
Deuxième Vice-Président	Maroc	Rwanda	Congo	Congo	Zimbabwe	Zimbabwe	Rwanda	Ethiopie	Nigeria	Ghana

Premier Rapporteur	Sénégal	Tunisie	Zaïre	Togo	Rwanda	Rwanda	Ouganda	Côte d'Ivoire	Maroc	Lesotho
Deuxième Rapporteur	Rwanda	Lesotho	Maroc	Maroc	Guinée équatoriale	Guinée équatoriale	Algérie	Cameroun	Tanzanie	Gabon
Président de la Conférence								Nigéria	Congo	Congo
Président de l'UA	Soudan Libéria	Sierra Leone Kenya	Éthiopie	Tanzanie Sénégal	Congo Zambie	Mali Égypte Ouganda	Nigéria Sénégal Égypte Tunisie	Éthiopie Cameroun Zimbabwe	Burkina Faso Algérie Zambie	Mozambique

Annexe 11: Modalités de renouvellement du Comité «Femmes et développement»

A. Introduction

Les modalités actuelles de renouvellement du Comité «Femmes et développement» et de son Bureau ont été discutées et approuvées à la réunion du Comité qui s'était tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) en juin 1999 et à la session spéciale en novembre 1999. Les membres actuels qui siègent depuis novembre 1999 ont été choisis en fonction de ces modalités. Ces dernières ont été adoptées pour tenir compte de la nouvelle orientation de la Commission économique pour l'Afrique, (CEA) à savoir mieux servir les États membres et également de l'approche en ce qui concerne l'égalité et la promotion des femmes, laquelle suppose la participation d'un groupe représentatif d'acteurs dans la mesure où nous nous employons à intégrer la parité dans tous les aspects du développement.

B. Membres et modalités de renouvellement

Le Comité se compose de trois catégories de membres : les États membres, les organisations non gouvernementales et les experts. Chaque catégorie sera examinée séparément.

1. **Les États membres :** Aux termes des règles actuelles, 19 États membres, au total, choisis par ordre alphabétique et sur la base des sous-régions, constituent le Comité tous les deux ans. Les membres représentent des pays et ne siègent pas à titre individuel. Il importe également de prendre en considération l'équilibre linguistique.

Les 19 États membres se répartissent entre les cinq sous-régions conformément au tableau ci-dessous. Tous les deux ans, le mandat des deux tiers des membres est renouvelé et le tiers restant des membres conservent leur siège par voie d'élections pour assurer la continuité.

Tableau 1 : Répartition des membres du Comité par sous-région

Sous-régions	Nombre de pays membres	Nombre de pays conservant leur siège pour un second mandat
Afrique du Nord	3	1
Afrique de l'Ouest	5	2
Afrique centrale	3	1
Afrique de l'Est	4	1
Afrique australe	4	1

2. Organisations non gouvernementales féminines

Les organisations non gouvernementales féminines ont été choisies aux niveaux national, sous-régional et régional. Elles devaient montrer qu'elles étaient stables, avaient de bonnes pratiques et étaient viables conformément aux critères suivants :

- Confirmer qu'elles sont représentatives des femmes
- Exister, au moins, depuis cinq ans
- Avoir une assise financière stable comme attesté par la publication de rapports annuels
- Montrer que leur intervention directe a permis d'obtenir des résultats concrets

Les catégories et le nombre d'ONG féminines qui peuvent être membres du Comité aux différents niveaux sont indiqués ci-après :

Au niveau national :

- Les organisations féminines qui opèrent dans un des 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing Il faudrait assurer un équilibre entre les associations de femmes urbaines et les organisations locales de femmes rurales Chaque organisation/association devrait compter au moins 5 000 membres.
- Au total, il faudrait choisir cinq organisations/associations, chacune représentant une des cinq sous-régions

Au niveau sous-régional :

- Les membres des organisations féminines doivent être des personnes et/ou des représentants de groupements féminins dont les membres proviennent de tout le continent
- Au total, il faudrait choisir trois organisations féminines

3. Organisations de services/organisations spécialisées

Ces organisations, qui ne sont pas des organisations féminines, seront choisies en fonction des critères suivants

- Organisations/institutions qui assurent des services aux femmes en tant que particuliers et/ou groupes, par ex formation, services consultatifs, financement, etc
- Instituts de recherche spécialisés dans les questions féminines
- Exister, au moins, depuis cinq ans
- Obtenir des résultats concrets lors de leurs interventions.
- Avoir des compétences techniques pertinentes comme il ressort de leurs produits (par ex publications)
- Institutions/organismes qui opèrent aux niveaux sous-régional ou régional.
- Il faudra choisir, au total, cinq organisations, soit une par sous-région
- Il faudra prendre en considération la répartition linguistique

4. Experts

Les cinq experts choisis être membres de droit du Comité doivent avoir des compétences et des connaissances techniques appropriées dans chacun des 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing Par conséquent, ils doivent donner des avis dans les domaines d'action prioritaires des Etats membres et de la CEA Il s'agit notamment de l'élaboration de documents techniques, de l'organisation des sessions, de la participation aux débats au cours des réunions d'experts et du service des réunions du Comité, sur demande. Il faudra prendre en considération la répartition linguistique et régionale lors de la sélection

Les modalités de renouvellement des ONG et des experts sont identiques à celles des États membres. Les deux tiers des membres changent et le tiers restant des membres conservent leur siège pour un second mandat afin d'assurer la continuité Au plan opérationnel, la CEA est chargée de choisir les ONG et les experts qui remplissent les conditions ci-dessus et de les présenter au Bureau du Comité pour approbation Toutefois, la liste des membres qui devaient faire partie du Comité pendant la période 1999-2002 n'a pas encore été renouvelée Cela est dû au fait que les **modalités détaillées d'identification** n'ont pas encore été arrêtées Dans une note distincte, la CEA a proposé les modalités qui seront examinées à cette réunion sous un point différent de l'ordre du jour Lorsque les modalités seront arrêtées, elles permettront de renouveler la liste actuelle et les propositions seront présentées, pour approbation définitive, au Bureau en avril 2003

5. Bureau du Comité

Composition

Le Bureau comprend cinq États membres sur les 19 pays choisis pour en être membres. Chaque membre représente une des cinq sous-régions d'Afrique. Le Bureau se compose comme suit :

- 1 La présidente
- 2 La première vice-présidente
- 3 La deuxième vice-présidente
- 4 Le premier rapporteur
- 5 Le deuxième rapporteur

Les autres membres du Bureau sont la présidente de la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes qui en est membre de droit jusqu'à son remplacement à la conférence régionale suivante. Le pays qui préside le Sommet de l'Union africaine fait également partie du Bureau afin de créer la liaison nécessaire entre le Comité et l'institution régionale.

Modalités d'élection

Une fois le Comité «Femmes et développement» renouvelé, les chefs de délégation se réuniront pour élire les membres du Bureau. Il faudra s'efforcer d'assurer, dans la mesure du possible, le roulement dans l'occupation des postes du Bureau entre les différentes sous-régions.

C. Annexes

Un certain nombre d'annexes sont jointes à la présente pour faciliter le processus de renouvellement. L'Annexe I comprend une liste de 53 pays africains par sous-région conformément à la répartition de la CEA. L'Annexe II a) indique la composition actuelle du Comité (1992-2002) par sous-région. L'Annexe II b) présente la liste des nouveaux pays membres du Comité pendant la période 2002-2004. Ils sont choisis par ordre alphabétique. Cette annexe montre également le nombre de pays qui devraient continuer à siéger au Comité pour un deuxième mandat. L'Annexe III montre les pays qui ont siégé au Bureau pendant les quatre dernières années (1997-2002).

Annexe I : Répartition des pays par sous-région en Afrique

Afrique australe	Afrique de l'Est et îles de l'océan Indien	Afrique centrale	Afrique de l'Ouest	Afrique du Nord
Angola Botswana Lesotho Maurice Madagascar Malawi Mozambique Namibie Afrique du Sud Swaziland Zambie Zimbabwe	Burundi Comores Congo (RDC) Djibouti Érythrée Éthiopie Kenya Rwanda Seychelles Somalie Tanzanie Ouganda	Cameroun République centrafricaine Congo Guinée équatoriale Gabon Sao Tome et Principe Tchad	Bénin Burkina Faso Cap-Vert Côte d'Ivoire Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Libéria Mali Niger Nigeria Sénégal Sierra Leone Togo	Algérie Égypte Libye Maroc Mauritanie Soudan Tunisie

Annexe II a) Membres actuels du Comité « Femmes et développement » par sous-région (1999-2002)

Afrique australe	Afrique de l'Est	Afrique centrale	Afrique de l'Ouest	Afrique du Nord
Angola Botswana Swaziland Zimbabwe Zambie (ex-Président de l'Union africaine)	Comores Djibouti Seychelles Tanzanie	Cameroun Tchad Congo (présidence de la sixième Conférence régionale) Gabon	Bénin Burkina Faso Côte d'Ivoire Nigeria Togo	Egypte Maroc Soudan

Annexe II b) Liste des nouveaux membres du Comité « Femmes et développement » par sous-région (2002-2004)

Afrique australe	Afrique australe	Afrique centrale	Afrique de l'Ouest	Afrique du Nord
Lesotho Maurice Madagascar Afrique du Sud (en tant que président de l'Union africaine) <u>Un membre actuel sera élu pour assurer la continuité</u>	Burundi Congo (RDC) Érythrée <u>Un membre actuel sera élu pour assurer la continuité</u>	République centrafricaine Guinée équatoriale Congo (en tant que président de la sixième Conférence régionale) <u>Un membre actuel sera élu pour assurer la continuité</u>	Cap-Vert Gambie Ghana <u>Deux membres actuels seront élus pour assurer la continuité</u>	Algérie Libye <u>Un membre actuel sera élu pour assurer la continuité</u>

Annexe III : Membres du Bureau au cours des quatre dernières années

1997-1999

Présidente	Tunisie
Première Vice-Présidente	Rwanda
Deuxième Vice-Présidente	Éthiopie
Premier rapporteur	Côte d'Ivoire
Deuxième Rapporteur	Cameroun

1999-2002

Présidente	Zimbabwe
Première vice-présidente	Cameroun
Deuxième vice-présidente	Nigeria
Premier rapporteur	Maroc
Deuxième rapporteur	Tanzanie